

Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées



Bibliographie

Le service documentation de la MSSH réalise et met à jour une fois par an, une bibliographie francophone et anglophone non exhaustive sur la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et le suivi de son application dans les différents pays qui l'ont ratifié.

Il s'agit de donner un aperçu de la recherche sur cette thématique depuis l'adoption de la Convention en 2006.

La bibliographie est constituée d'ouvrages, d'articles de périodiques, de rapports, d'actes de colloques publiés en français et en anglais. Elle est réalisée à partir de la base de données de la MSSH et des ressources accessibles en ligne (sites institutionnels et officiels, bases de données nationales et internationales...)

La période couverte par les références présentées dans la bibliographie commence en 2004.

Les documents sont accessibles en texte intégral lorsque celui-ci est disponible et identifié par un lien.

Ils sont également accessibles et en consultation à la bibliothèque de la MSSH :

236 Bis, Rue de Tolbiac, 75013 Paris. La bibliothèque est ouverte du lundi au jeudi de 13h à 18h.

Les références bibliographiques sont présentées par ordre chronologique, décroissant.

Sommaire

Le sommaire est organisé selon les thèmes et les axes transversaux des lignes d’actions du Plan d’action du Conseil de l’Europe pour la promotion des droits et la pleine participation des personnes handicapées à la société (2006) « Améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en Europe 2006-2015 »

Certains thèmes ne figurent pas encore dans la bibliographie. Ils seront intégrés en fonction de la veille réalisée.

Afin de rendre la lecture de la bibliographie fluide et aisée, nous avons regroupé sous la même thématique un certain nombre de termes notamment :

Participation : regroupe plus largement la participation sociale, la participation à la vie politique et publique, la participation à la vie culturelle, l’inclusion sociale, la citoyenneté....

Réadaptation : comprend la réadaptation à base communautaire, les programmes généraux...

Protection sociale regroupe plus largement la protection juridique, la protection juridique, la protection contre la violence, l’ensemble de mécanismes de protection ...

Recherche et développement : travaux de recherches et d’analyses, les bonnes pratiques...

Coopération internationale : regroupe les références bibliographiques le renforcement des capacités, la coopération en matière de recherche, d’échange et de partage d’information.

PARTICIPATION	2
INFORMATION ET COMMUNICATION	4
EDUCATION	5
EMPLOI, ORIENTATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE	6
TRANSPORT	7
VIE DANS LA SOCIETE	8
READAPTATION (PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES, CBR, ...)	11
PROTECTION SOCIALE (PROTECTION SOCIALE, PROTECTION JURIDIQUE, PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET LES ABUS, L’ENSEMBLE DES MECANISMES DE PROTECTION)	13
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	17
COOPERATION INTERNATIONALE	25
SENSIBILISATION	26
FEMMES ET JEUNES FILLES HANDICAPEES	28
ENFANTS HANDICAPES	29
MISE EN ŒUVRE ET SUIVI (MECANISMES, OUTILS, EVALUATION, GUIDE, DONNEES STATISTIQUES, DISPOSITIFS)	31

Participation

2012

BANDA-CHALWE (Martha), NITZ (Jennifer C.), DE JONGE (Desleigh)

Globalising accessibility: drawing on the experiences of developed countries to enable the participation of disabled people in Zambia

Disability and society, 2012, 27, 7, 917-934, ill, tabl., biblio. (99 ref.)

La reconnaissance des droits des personnes handicapées en matière d'accessibilité dans les environnements physiques est un élément nécessaire pour assurer leur participation. En prenant comme cadre de référence de Classification internationale du fonctionnement du handicap et de la santé, (CIF) et la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU, les auteurs examinent la situation de la Zambie en matière d'accessibilité et plus largement dans les pays en développement. Ils relèvent que la limitation de l'activité de recherches scientifiques sur le handicap, le manque de véritables politiques du handicap et de systèmes de services sont des facteurs qui contribuent à la non-reconnaissance des droits des personnes handicapées et de leur faible participation sociale en Afrique. Ils mettent en perspective les expériences des pays développés et leur potentiel pour essayer de faire avancer l'accessibilité et la participation des personnes handicapées dans les pays en développement. Cependant, les concepts d'accessibilité, ayant été développés dans les pays occidentaux, sont présentés avec prudence en reconnaissant les différences géographiques, socio-culturels et économiques qui existent.

2012

INTERNATIONAL LABOR ORGANISATION (ILO), IRISH AID

Ethiopia: Disability inclusion through effective legislation and policies, 2012. 4 p.

Over the past four years in Ethiopia, several factors have played a pivotal role in intensifying the focus on disability and better understanding the barriers faced by disabled persons. At the international level, the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD), which came into force in 2008 and was ratified by Ethiopia in 2010, stimulated much discussion on the implications of the new international human rights instrument and how it might be utilized to support disability-inclusive policies and practices. At the national level, the synergies and complementarities created by two recent instruments - "Right to Employment of Persons with Disability" (Proclamation n°. 568/2008) and the Growth and Transformation Plan for 2011 to 2015 - provide a framework for more effective participation of disabled persons in Ethiopian society and embrace a disability perspective.

http://g3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2011

MORIARITY (L.),DEW (K.)

The United Nations Convention on the rights of persons with disabilities and participation in Aotearoa New Zealand

Disability and Society, 2011, 26, 6, 683-697, biblio. (39 ref.)

The involvement of persons with disabilities in formal decision-making processes is thought to have a range of benefits. However, research suggests that participatory processes may fail to match normative ideals. This study examines the participation of persons with disabilities in the development of the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities, from the perspective of key informants in the New Zealand disability sector. It found that participants viewed the participatory process favorably. Political activity from persons with disabilities and political willingness on the part of government contributed to this perceived success. More broadly, the participation of persons with disabilities provided a mutually enriching learning experience, reduced political machinations between nations, increased government accountability, and resulted in a more relevant text. The study provides an example of a successful participatory process involving persons with disabilities within an international context.

2010

AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE (FRA)

Le droit à la participation politique des personnes souffrant de troubles mentaux et des personnes handicapées mentales, 2010. 28 p.

En 2009, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a lancé son premier projet dans le domaine du handicap. Ce projet triennal évaluera la protection en matière de droits fondamentaux des personnes souffrant de troubles mentaux et des personnes handicapées mentales. Le projet suit une approche socio-juridique établie à la FRA qui comprend des recherches juridiques dans les 27 États membres de l'UE au cours de la période 2009-2010 et qui est complétée par une recherche sociologique sur le terrain dans huit États membres de l'UE. Ces travaux de recherche sont soutenus par le développement de réseaux de partenaires conseillant la FRA dans le développement et l'orientation des travaux. Une politique de communication adaptée et spécialisée sera élaborée afin de garantir que les groupes de recherche cibles soient couverts et disposent d'informations qui leur soit accessibles. L'une des tâches clés de l'Agence est de fournir aux institutions et aux États membres de l'UE des informations comparables sur la situation dans l'Union. Au moment où l'Union européenne et ses 27 États membres sont engagés dans le processus d'adhésion à la CRPD, la FRA, conformément à son rôle, a recueilli des informations sur la situation des droits fondamentaux des personnes handicapées dans l'Union. Ces informations viennent compléter les travaux d'autres organisations telles que le Conseil de l'Europe, qui met actuellement en œuvre son Plan d'action pour les personnes handicapées (2006-2015). Ce rapport débute par une analyse des principes clés européens et internationaux relatifs au droit à la participation politique. La situation dans les États membres de l'UE est synthétisée et comparée dans la Section 2. Le rapport présente ensuite la situation juridique dans les États membres et conclut avec quelques pistes d'action possibles.

http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/1216-Report-vote-disability_FR.pdf

2008

BROEK (Jacobus Ten), LORD (Janet E., Ed.)

Participatory Justice, and the UN Convention on the rights of persons with disabilities
Texas Journal on Civil Liberties and Civil Rights, 2008, 13, p.167

This article explores the extent and manner that participatory justice animates the CRPD, first as a general matter and then specifically in reference to Article 30, the provision governing the obligations of States Parties to "[p]articipation in cultural life, recreation, leisure and sport." Part I sets forth Professor Broek's jurisprudence in regard to participatory justice. Part II highlights aspects of the Convention that are especially notable for their substantive and procedural inclusion of persons with disabilities and reflective of a deeply participatory model of justice that is consistent with Professor Broek's vision. Part III illustrates these assertions by focusing on CRPD article 30 and its mandate for inclusive cultural life, recreation, leisure and sport, and explains that provision's practical significance for the worldwide community of persons with disabilities.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1549673#

2007

INTERNATIONAL DISABILITY IN SPORT WORKING GROUP, UNITED NATIONS OFFICE OF THE SPECIAL ADVISOR TO THE SECRETARY-GENERAL ON SPORT FOR DEVELOPMENT AND PEACE, CENTER FOR THE STUDY OF SPORT IN SOCIETY, NORTH EASTERN UNIVERSITY

Sport in the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities,
2007. 44 p.

This collection of essays and statements addressing the significance of the right to sport in the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities. The contributions in this publication address (1) the meaning of the right to sport within the Convention, (2) specific recommended implementation strategies, and (3) the potential future impact within communities around the world.

<http://hdl.handle.net/2047/d10009814>

Information et communication

2011

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION (ITU), GLOBAL INITIATIVE FOR INCLUSIVE ICTS (G3ICT), A JOINT REPORT

Making mobile phones and services accessible for persons with disabilities, 2011. 98 p.

This report contains references to the new legislative and regulatory framework set by the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, an important resource for policy makers. It also covers practical elements required for a successful implementation of those programs and policies: technical accessibility features for handsets, accessible and assistive applications and services as well as business cases of companies which have implemented significant accessibility programs.

http://g3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2011

LOOMS (Peter Olaf), INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION (ITU), GLOBAL INITIATIVE FOR INCLUSIVE ICTS (G3ICT)

Making television accessible, 2011. 87 p.

Making TV accessible is everyone's business. This report identifies accessibility solutions for media executives, regulators and policy makers, pay-TV operators, consumer electronics manufacturers, sales outlets as well as disabled persons organizations. It is my goal that this report will assist ITU members to take the necessary steps to ensure that persons with disabilities can enjoy their CRPD right to access TV. In line with the goals of universal design, making TV accessible can also improve literacy eradication (not only for persons with disabilities but for the non-educated, women and other marginalized groups), support the social inclusion of immigrant populations, and of course address the needs of increasingly aging populations who will also benefit from accessible TV.

http://g3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2011

UNESCO COMMUNICATION AND INFORMATION SECTOR, KNOWLEDGE SOCIETIES DIVISION

Consultative expert meeting report : Accessible ICTs and personalized learning for students with disabilities: A dialogue among educators, industry, government and civil society.

17 - 18 November 2011 UNESCO Headquarters, Paris. 56 p.

As the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities continues to be implemented globally, State Parties to the Convention continue efforts to realize the goal of Inclusive Education to ensure that students with disabilities have full access, on an equal basis with other students, to regular schools and teachings. On 17-18 November 2011, UNESCO in cooperation with Microsoft Corporation convened a consultative two day meeting of 30 experts from more than 10 countries. The participants included teachers working with children with learning difficulties and physical disabilities, school administrators, experts from the IT industry, representatives from non-governmental organizations and disabled persons organizations. The recommendations contained in this report target teachers, policy makers and administrators. http://g3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2010

G3ICT- THE GLOBAL INITIATIVE FOR INCLUSIVE ICTs

CRPD Progress report on ICT accessibility, 2010. 47 p.

G3ict mission is to facilitate and support the implementation of the dispositions of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities on the accessibility of Information Communication Technologies (ICTs) and assistive technologies.

This report assessing the Degree of Compliance of States Parties with the ICT Accessibility Provisions of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

The CRPD Progress Report on Information and Communication Technologies (ICT) accessibility is a unique benchmarking tool that identifies the degree to which each of the provisions of the Convention on

the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) on ICTs and Assistive Technologies (ATs) is actually enacted in local laws, policies and regulations and their impact. It includes data points relative to the status of ICT accessibility and ATs availability among ratifying countries. Data collected measure: State Party CRPD legal and programmatic commitments; State Party capacity for implementation; Assessment of the State's implementation and actual results for persons with disabilities.

http://q3ict.org/resource_center/publications_and_reports/p/productCategory_whitepapers/subCat_0/id_168%20Add%20description

Education

2012

RIESER (Richard)

Implementing Inclusive Education. A Commonwealth guide to implementing Article 24 of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities, 2012. 349 p. Second Edition

Inclusion in education is a process of enabling all children to learn and participate effectively within mainstream school systems, without segregation. It is about shifting the focus from altering disabled people to fit into society to transforming society, and the world, by changing attitudes, removing barriers and providing the right support. The UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities requires the development of an inclusive education system for all. This revised and expanded second edition of Implementing Inclusive Education examines the adoption of the Convention and provides examples, both through illustrated case studies and on the accompanying DVDs, of how inclusive education systems for all children have been established in pockets throughout the Commonwealth and beyond. (La documentation de la MSSH ne possède pas les DVBD d'accompagnement).

http://q3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2010

HOLLENWEGER (Judith)

Development of an ICF-based eligibility procedure for education in Switzerland. From Proceedings of What is disability? UN convention on the rights of persons with disability, eligibility criteria and the International Classification of Functioning Disability and Health

Rome, Italy. 19-20, April 2010

BMC Public Health, 2011, 11(Suppl 4):S7

Starting in January 2011, Switzerland will implement a multidimensional, context-sensitive procedure to establish eligibility in education systems. This paper provides a brief overview of the different eligibility-related practices with a special focus on children with disabilities. The paper then outlines the philosophical and conceptual framework of the eligibility procedure based on the International Classification of Functioning, Disability and Health, and the UN Convention on the Rights of Persons with Disability. The different components and methodology applied to organize information in the process towards establishing eligibility are also presented. Finally, some observations are made regarding transparent and just applications of the eligibility procedure, and the implementation of this new eligibility procedure. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3104220/pdf/1471-2458-11-S4-S7.pdf>

2009

EUROPEAN AGENCY FOR DEVELOPMENT IN SPECIAL NEEDS EDUCATION

Development of a set of indicators: for inclusive education in Europe, 2009. 46 p.

This report presents the main findings of a project conducted by the European Agency for Development in Special Needs Education, at the request of the Representative Board members, upon the topic of Development of a set of indicators – for inclusive education in Europe'. The project has received funding from the European Community's Lifelong Learning Programme, provided by the European Commission, Directorate-General for Education and Culture.

<http://www.european-agency.org/publications/ereports/development-of-a-set-of-indicators-2013-for-inclusive-education-in-europe/Indicators-EN-with-cover.pdf/view>

Emploi, orientation et formation professionnelle

2012

FERRAINA (Sabrina), UNAPEI, BAG: WfbM, EASPD

Analysis of the legal meaning of Article 27 of the UNCRPD: key challenges for adapted work settings, 2012, 36 p.

Le rapport se concentre sur le rôle des environnements de travail adaptés dans le cadre international prévu par la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (UNCRPD) et accorde une attention particulière aux articles 26 et 27 qui traitent tous deux des principes, mesures et services offerts par des environnements de travail adaptés. L'analyse a été réalisée à partir de trois thèmes principaux : les changements amenés par la Convention de manière générale suite à sa modification profonde et les défis subséquents présentés pour les services sociaux, l'analyse du texte actuel des articles 26 et 27 et des questions relatives au rôle des ateliers protégés, l'historique des discussions autour de l'inclusion des ateliers protégés dans l'UNCRPD. Le rapport fait le point sur les liens possibles entre les ateliers protégés et l'UNCRPD afin de comprendre les futurs développements requis dans l'accès à l'emploi des personnes souffrant d'un handicap mental.

<http://www.employmentforall.eu/Portals/employmentforall/Analysis%20of%20the%20legal%20meaning%20of%20Article%2027%20of%20the%20UNCRPD.pdf>

2011

RYBBERG (Emelie), CONIAVITIS GELLERSTEDT (Lotta), DANERMARK(Berth)

Deaf people's employment and workplaces: similarities and differences in comparison with a reference population

Scandinavian journal of disability research, 2011, 13, 4, 327-345, tabl., biblio. (33 ref.)

Les pays membres de l'Union Européenne qui ont signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ont tous accordé une importance à l'emploi et à l'égalité des chances. En Suède cette importance est reconnue par la loi qui stipule que des aménagements raisonnables soient mis en place par les employeurs pour favoriser l'accès à l'emploi. Cette étude analyse et décrit l'emploi des personnes déficientes auditives et compare leur environnement de travail avec celui d'une population choisie au hasard afin de remplir les objectifs de l'étude. Les résultats montrent des écarts entre l'environnement de travail des déficients auditifs par rapport à celui de la population de référence. Les travailleurs déficients auditifs sont plus nombreux dans la fonction publique. Ils ont également un niveau d'éducation plus élevé que ce qui est exigé pour l'emploi qu'ils occupent, ce qui représente pour les auteurs un facteur de discrimination.

2010

KAMP (Chiel), PASS IT ON PROJECT, EUROPEAN COMMISSION, EC

Supported employment as an instrument to enter the open labour market, 2010. [11p.]

Many countries have signed the UN Convention and have or are in the process of ratifying. In concrete this means that those countries make a promise to carry out the activities, which are mentioned in the UN Convention. The European Commission strongly support this. To enable persons with a disability to enter the open labour market different instruments can be used. Supported Employment is an instrument which is specific for this group of persons with disabilities

<http://employmentforall.eu/LinkClick.aspx?fileticket=4A6E3062477A6A77675A4D3D&tabid=5178&language=en-US&stats=false>

2008

VICTOR MAKHUBALO (Jere), HANSUNGULE (Michelo, Dir.), CENTRE FOR HUMAN RIGHTS UNIVERSITY OF PRETORIA FACULTY OF LAW, SOUTH AFRICA

The right to equality in the work place for persons with physical disabilities in malawi: does the Convention on the rights of persons with disabilities offer any hope? 2008. 38 p.

The study is aimed at critically analysing the current legal framework in Malawi in so far as the right to equality and non-discrimination in relation to the work place and the right to work for PWDs is concerned. The paper will assess whether Malawi's legal framework effectively protects the right to equality and non-discrimination in the work place for PWDs in conformity with international standards. Finally, the paper will, in the event that Malawi's legal framework does not conform to international standards, offer suggestions on how it can be reformed to comply with international standards, especially the CRPWDs.

<http://repository.up.ac.za/bitstream/handle/2263/8059/jere.pdf?sequence=1>

2007

ZELDERLOO (Luk), REYNAERT (Jelle), EUROPEAN ASSOCIATION OF SERVICE PROVIDERS FOR PERSONS WITH DISABILITIES, ESAPD, DEPARTMENT WORK AND SOCIAL ECONOMY OF THE FLEMISH AUTHORITIES

International comparison of methods of financing employment for disadvantaged people, 2007, 70 p.

In this report, the different ways of financing employment for disadvantaged people are investigated and compared in the Netherlands, France, the United Kingdom, Sweden, Austria, and Ireland. To this purpose, national experts in the above mentioned countries have been identified and approached. Using two questionnaires, the experts were questioned on the matter.

<http://www.easpd.eu/LinkClick.aspx?fileticket=30633366354C4D6E6C66553D&tabid=4954&stats=false>

2007

O'REILLY (Arthur), BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL -BIT, GENEVE, BIT

Le droit des personnes handicapées au travail décent. Genève : Bureau international du travail, 2007. 182 p., annexes, biblio. (3 p.)

Cette publication est basée sur un document de travail commandité par l'OIT en 2003, destinée à contribuer aux débats en cours dans le cadre de la préparation de la Convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées. Il tient compte des développements majeurs intervenus dans ce secteur depuis 2003. Il passe en revue les principaux instruments juridiques internationaux et les politiques internationales en matière de droits des personnes handicapées et porte une attention particulière à la question de l'emploi et du travail. Il traite ensuite des approches les plus importantes adoptées au niveau national pour aider les personnes handicapées à obtenir un travail ou un emploi, à le conserver et à avancer professionnellement. Il examine aussi la question des processus de consultation, de collecte d'informations, de suivi et d'évaluation. Il donne une définition des concepts clés et propose un plan d'actions pour l'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et de ses dispositions consacrées au travail et à l'emploi.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_091965.pdf

Transport

2010

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP), MALAYSIA

A review of international best practice in accessible public transportation for persons with disabilities, 2010, 100 p.

One of the articles of the Convention, which is also the subject of this report, is the core issue of accessibility. Article 9 of the Convention requires countries to identify and eliminate obstacles and barriers and ensure that persons with disabilities can access their environment, transportation, public facilities and e-services, and information and communications technologies. More importantly, the Convention approaches issues of persons with disabilities from a rights-based approach. Hence, Article 9 also speaks about the importance of enabling persons with disabilities to live independently and participate fully in all aspects of life, which will not be possible, if accessibility is not fully ensured. This report provides an

international overview of the key technical issues on accessible public transportation for persons with disabilities. http://q3ict.org/resource_center/publications_and_reports

Vie dans la société

2012

ENABLE NEWSLETTER

International Day of Persons with Disabilities, 3 December 2012

Theme: Removing barriers to create an inclusive and accessible society for all

The Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) recognizes that the existence of barriers constitutes a central component of disability. Under the Convention, disability is an evolving concept that "results from the interaction between persons with impairments and attitudinal and environmental barriers that hinder their full and effective participation in society on an equal basis with others. Accessibility and inclusion of persons with disabilities are fundamental rights recognized by the CRPD and are not only objectives, but also pre-requisites for the enjoyment of other rights. The CRPD (Article 9, accessibility) seeks to enable persons with disabilities to live independently and participate fully in all aspects of life and development. It calls upon States Parties to take appropriate measures to ensure that persons with disabilities have access to all aspects of society, on an equal basis with others, as well as to identify and eliminate obstacles and barriers to accessibility.

The commemoration of International Day of Persons with Disabilities in 2012 provides an opportunity to address this exclusion by focusing on promoting accessibility and removing all types of barriers in society.

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1597>

2012

CONFEDERATION DES ORGANISATIONS FAMILIALES DE L'UNION EUROPEENNE, COFACE-HANDICAP

La dimension familiale de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, 2012. [3 p.]

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées reconnaît explicitement le rôle crucial que jouent les familles dans la promotion des droits de l'homme et dans l'inclusion des personnes en situation de handicap. Que ce soit par choix ou par obligation, les familles sont particulièrement susceptibles d'assumer un rôle d'accompagnement et restent l'environnement le plus immédiat des personnes handicapées, celui au sein duquel elles peuvent se réaliser pleinement et mener une vie épanouissante. Il est évident que la qualité de vie de la personne en situation de handicap est très étroitement liée à la qualité de vie de sa famille. Cette publication voit dans une première partie la position de la COFACE sur la dimension familiale de la Convention et ensuite reproduit le texte intégral de la Convention.

http://www.coface-eu.org/en/upload/15_Capacity_Building/Factsheet%20WG2%20UNCRPD%20fr.pdf

2012

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS, FRA

Choice and control: the right to independent living: experiences of persons with intellectual disabilities and persons with mental health problems in nine EU Member States, 2012 Report. 84 p.

At the core of the CRPD are the concepts of self-determination, participation and inclusion. These principles underpin the work of the European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) on the fundamental rights of persons with mental health problems and persons with intellectual disabilities. This report, which is based on in-depth interviews with persons with disabilities in nine EU Member States, presents a portion of this work. Those interviewed have spoken about their experiences and conditions of everyday life; their voices help to understand what the right to live independently means in practice

http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/FRA-2012-choice-and-control_EN.pdf

2012

QUINN (Gerard), DOYLE (Suzanne), OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS, REGIONAL OFFICE FOR EUROPE.

Getting a life: living independently and being included in the community. A Legal Study of the current use and future potential of the EU structural funds to contribute to the achievement of Article 19 of the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities, 2012. 90 p.

The purpose of this Study is to explore and set out the minimum conditions necessary to achieve the positive potential of the European Union Structural Funds in enabling Member States and the European Union to implement the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities, particularly the right to live independently and be included in the community. Not only is this a key right in the Convention but it is also an area where the Structural Funds can generate clear added value. Based on the analysis set out in this Study, a clear set of recommendations are proposed which seek to build on the proposals made thus far by the European Commission. Community living for all will not be achieved overnight. It requires a deliberate process of transition. This transition from residential care to community living is not only desirable – it is now a clear legal obligation undertaken by the Member States and by the European Union under Article 19 of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

http://cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/pdf/Getting_a_Life_art_19_CRPD_and_EU_Structural_Funds.pdf

2011

UK PARLIAMENT HUMAN RIGHTS COMMITTEE

The summary of the report on implementation of the right of disabled people to independent living, 2011. 22 p.

This report is an easy-read summary of the UK Parliament's Joint Committee on Human Rights report on Article 19 of the UN CRPD, 'Implementation of the Right of Disabled People to Independent Living'. Article 19 is all about living independently and being included in the community. Because the UK has agreed to these rules, the governments across the UK should be making sure that all disabled people, including people with learning disabilities, have the same rights as everyone else to: live in the community, have the same choices, be fully included and take part in community, choose where to live, choose who to live with and other choices. http://q3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2011

PARKER (Camilla), OPEN SOCIETY FOUNDATIONS

A Community for all: implementing Article 19. A Guide for monitoring progress on the implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, 2011. 39 p.

The Community for All guide and checklist offers a detailed look at the rights identified in the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD), especially Article 19 of the CRPD which provides for the right to live independently and be included in the community. The guide and checklist are intended to help advocates and program implementers identify the obligations on States to realize these rights. Community for All promotes the right of all people with disabilities to live and participate in the community as equal citizens, particularly in countries in which people with disabilities continue to be segregated in institutions. This guide and checklist were developed as part of a project of the Mental Health Initiative and the Law and Health Initiative of the Open.

http://q3ict.org/resource_center/publications_and_reports

2011

KARR (Valerie L.)

A life of quality: informing the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities

Journal of Disability Policy Studies, Jan 2011, <http://dps.sagepub.com/content/22/2/67>

Quality of life is a multidimensional construct requiring self-determination and advocacy skills, employment, and recognition of basic human rights and fundamental freedoms for improvements to be made. In this study, the constructs of quality of life and self-determination were applied to the rights-based framework guaranteed by the recent United Nations Convention on the Rights of Persons With Disabilities

(UNCRPD) to inform monitoring and implementation efforts. Persons with disabilities interested in advocacy from Nepal, Zambia, and the United States were surveyed. Significant country differences were found in ratings of quality of life, self-determination, and personal human rights, but similar low ratings in country support of human rights were found. Through the coordinated improvement of significant factors, this study supports quality of life as a useful measure for informing UNCRPD. Future research should focus on the applicability of quality of life to monitoring UNCRPD and policy and program development

2010

GAURIER (Bruno), MICHEL (Dominique-Anne)

Tous inclus ! réinventer la vie dans la cité avec les personnes en situation de handicap
Paris : Les Editions de l'atelier, 2010. 223 p

Aux yeux de la société, les personnes en situation de handicap sont encore trop souvent considérées comme des citoyens à part. Et si, au lieu de demander sans cesse aux personnes handicapées de s'adapter à des transports, des écoles, des lieux de travail, des logements exclusivement conçus pour et par d'autres qu'elles, la société s'adaptait à tous sans prétendre savoir et dicter à leur place ce qui est bon pour celles et ceux qui vivent avec un handicap ? A partir de leur rencontre avec des personnes handicapées quotidiennement confrontées à des phénomènes d'exclusion, les auteurs brossent ici un paysage du vivre ensemble. Ils s'appuient pour cela sur la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées votée par l'ONU en décembre 2006, ratifiée en décembre 2009 par la France où elle est devenue applicable en mars 2010. Au niveau européen, et plus largement au niveau international, de multiples exemples attestent que quand on veut l'inclusion, on peut la réaliser. Précis et détaillé, ce livre revisite les politiques, questionne les pratiques et les usages, réinterroge les incertitudes et les habitudes à la lumière de ce texte universel. Sont proposés en annexes, la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif ainsi qu'un certain nombre de sigles administratifs ou associatifs.

2010

BARNES (Colin), SHELDON (Alison)

Disability, politics and poverty in a majority world context
Disability and Society, 2010, 25, 7, 771-782, biblio. (48 ref.)

Les auteurs rendent compte de la production d'inégalités sociales dans le monde par la mise en place de l'économie libérale. Cette situation engendre l'exclusion systématique de personnes handicapées du marché ordinaire et de la vie en société dans presque tous les Etats, la non prise en considération de la revendication des associations de personnes handicapées. Cette recherche souligne la nécessité d'un changement fondamental structurel basé sur la Convention des droits des personnes handicapées pour éradiquer la pauvreté et l'exclusion rencontrés par les groupes vulnérables dans toutes les sociétés. (Article en anglais)

2006

CONSEIL DE L'EUROPE, COMITE DES MINISTRES

Recommandation Rec(2006)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la promotion des droits et de la pleine participation des personnes handicapées à la société. (Adoptée par le Comité des Ministres le 5 avril 2006, lors de la 961e réunion des Délégués des Ministres)

« Améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en Europe 2006-2015 »

Ce plan d'action vise réaliser des progrès décisifs dans l'égalité des droits en faveur des personnes handicapées et à promouvoir une politique non discriminatoire, respectueuse des droits de l'homme, en vue d'améliorer la vie de toutes les personnes handicapées dans les 10 années à venir.

Il comprend 15 lignes d'actions qui recouvrent les domaines d'intervention de la Convention relative aux droits des personnes handicapées :

Lignes d'action clés

- 1. Participation à la vie politique et publique*
- 2. Participation à la vie culturelle*

3. Information et communication
4. Education
5. Emploi, orientation et formation professionnelles
6. Environnement bâti
7. Transports
8. Vie dans la société
9. Soins de santé
10. Réadaptation
11. Protection sociale
12. Protection juridique
13. Protection contre la violence et les abus
14. Recherche et développement
15. Sensibilisation

<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=986837&Site=CM&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75>

Réadaptation (programmes communautaires, CBR, ...)

2010

ALAVI (YASMENE), KUPER (HANNAH), LONDON SCHOOL OF HYGIENE & TROPICAL MEDICINE- UK, CBM, GERMANY

Evaluating the impact of rehabilitation in the lives of people with disabilities and their families in low and middle income countries. A review of tool. December 2010

This report has been commissioned by CBM, an international disability organisation working with local partners around the globe to improve the quality of life of persons with disabilities who live in the most disadvantaged societies. It stresses that the United Nations Convention for the Rights of Persons with Disabilities (UN CRPD) requires that comprehensive rehabilitation services are provided for PWDs. Development agencies including CBM aim to make a real and positive impact in the lives of PWDs, improving their quality of life (QOL) in the ways stated by the CRPD. The report undertakes a systematic review of tools that can be used to measure the impact of rehabilitation services in the lives of children and adults with disability in LMICs in Asia, Africa and Latin America. The objectives are : to identify generic tools available for measuring client-centred outcomes in PWDs (e.g. activities and participation, QOL) and their families (household poverty) internationally ; to critically review generic tools available for measuring client-centred outcomes against criteria that are relevant to conducting impact evaluations in LMICs ; to suggest the best tools for CBM to use when evaluating the impact of their rehabilitation services in the lives of PWDs and their families.

2010

WORLD HEALTH ORGANIZATION- WHO- GENÈVE, UNITED NATIONS EDUCATIONAL SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION- UNESCO- PARIS, INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION- ILO- GENÈVE, INTERNATIONAL DISABILITY AND DEVELOPMENT CONSORTIUM- IDDC- DAR

Towards community-based inclusive development: CBR guidelines

World Health Organization, 2010. 70 p. + 59 p. + 72 p. + 75 p. + 68 p.+ 52 p.+ 56 p. : tabl., ill., Annexe, biblio.

Initié pour la première fois par l'OMS à la suite de la conférence internationale sur les soins primaires en 1978, la réadaptation à base communautaire (CBR) était d'abord considérée comme la stratégie pour améliorer l'accès aux services de réadaptation des personnes handicapées dans les pays en développement. Cependant, depuis ces trente dernières années, son champ d'action s'est considérablement élargi, notamment grâce à la résolution (58.23) sur la prévention des handicaps, adoptée par l'Assemblée des Nations Unies dans laquelle tous les pays membres sont invités à promouvoir et à renforcer les programmes de réadaptation communautaires. Actuellement, 90 pays ont mis en oeuvre ce concept. Cet ouvrage qui regroupe en un seul volume des lignes directrices sur les CBR répond à la demande des responsables des actions concernant l'orientation des programmes. Il met en

avant 30 années de bonnes pratiques, une meilleure compréhension de l'approche commune aux CBR, un cadre d'actions ainsi que des propositions pour une bonne implémentation. L'ouvrage s'appuie sur la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées. Les lignes directrices sont présentées en 7 brochures séparées. La première donne une vue d'ensemble du concept de handicap, de la convention sur les droits des personnes handicapées, présente les CBR et le management de leurs programmes d'actions. Les brochures 2 à 6 explorent chacun des cinq thèmes suivants : santé, éducation, vie quotidienne, vie sociale, autodétermination. La brochure 7 recouvre quatre thèmes spécifiques : santé mentale, SIDA/VIH, la lèpre et les crises humanitaires qui sont historiquement des thématiques propres aux programmes des CBR.

2010

REHABILITATION INTERNATIONAL

The 9 th European conference on rehabilitation. 3rd Danish Rehabilitation conference: "The United Nations' Convention on the rights of people with disabilities and Rehabilitation in Europe: effects on individuals and rehabilitation management".

9-10 Nov., 2010. Copenhagen. Commission's pre-sessions, n° 2. Social Commission.

Community based practices. Community based rehabilitation.

http://rehabiliteringsforum.dk/fileadmin/filer/ERC_2010/Social_Commission.pdf

2010

TATYANA (Lykhina)

Federal Scientific and Practical Centre for Medical and Social Evaluation of Disabled Persons, Russia. The 9 th European conference on rehabilitation. 3rd Danish Rehabilitation conference: "The United Nations' Convention on the rights of people with disabilities and Rehabilitation in Europe: effects on individuals and rehabilitation management". 9-10 Nov., 2010, Copenhagen.

The prospects of using the ICF to fulfill the Russian Federation's international obligations under the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD).

http://www.rehabiliteringsforum.dk/fileadmin/filer/ERC_2010/Nr_12_Lykhina.pdf

2010

BICKENBACH (Jerome).

Member of the Steering Committee ICF Research Branch and leader of the Disability Policy Group at Swiss Paraplegic Research (SPF). The 9 th European conference on rehabilitation. 3rd Danish Rehabilitation conference: "The United Nations' Convention on the rights of people with disabilities and Rehabilitation in Europe: effects on individuals and rehabilitation management" 9-10 Nov., 2010. Copenhagen.

The Convention and rehabilitation: the law, science and practice of article 26.

[Click here for PP presentation from the conference](#)

2009

CORNIELJE (Huib)

The role and position of disabled people's organizations in community based rehabilitation: balancing between dividing lines

Asia pacific disability rehabilitation journal, 2009, 20, 1, 3-14, biblio. 9 ref

L'auteur lance un regard critique sur le rôle des organisations de personnes handicapées en termes de d'égalité d'accès aux programmes et services de qualité pour toutes les personnes handicapées quel que soit le genre, vivant aussi bien en zone urbaines qu'en zone rurale. Son article s'organise comme suit : Introduction ; - Histoire juridique des organisations de personnes handicapées ; - Le poids des organisations de personnes handicapées; - La véritable fracture dans le secteur de handicap - Le CBR dans le cadre de la Convention des Nations unies ; Conclusion.

http://www.dinf.ne.jp/doc/english/asia/resource/apdrj/vol20_1/guest-ed.html

Protection sociale (protection sociale, protection juridique, protection contre la violence et les abus, l'ensemble des mécanismes de protection)

2012

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS, FRA

Involuntary placement and involuntary treatment of persons with mental health problems, 2012 Report. 62 p.

Processes of involuntary placement and involuntary treatment of persons with mental health problems can affect the most fundamental rights, including the right to integrity of the person and the right to liberty. For this reason human rights standards, whether at United Nations or European level, have set out strict safeguards to limit undue interference in these rights. The CRPD strongly confirms these safeguards while calling for persons with mental health problems to be treated on an equal basis with others. The report examines the current international and European legal standards and offers a comparative legal analysis of the EU Member States' legal frameworks. The legal analysis is supported by evidence from the results of fieldwork research conducted by the European Union Agency for Fundamental Rights in nine EU Member States, which shows how individuals interviewed actually experienced processes of involuntary treatment and involuntary placement.

http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/FRA-2012-involuntary-placement-treatment_EN.pdf

2010

COMMISSION EUROPEENNE, CE

Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, (2010/C 83/02)

Journal officiel de l'Union européenne, 30 mars 210

La Charte des droits fondamentaux reconnaît un ensemble de droits personnels, civils, politiques, économiques et sociaux aux citoyens de l'UE et les inscrit dans la législation de l'UE. Elle réunit en un seul document les droits qui, jusqu'à présent, étaient dispersés dans divers instruments législatifs, tels que les législations nationales et de l'UE, ainsi que les conventions internationales du Conseil de l'Europe, des Nations unies (ONU) et de l'Organisation internationale du travail (OIT). En donnant visibilité et clarté aux droits fondamentaux, la charte instaure une sécurité juridique au sein de l'UE.

Le texte de la Charte reprend, en l'adaptant, la Charte proclamée le 7 décembre 2000 et la remplace à compter du jour de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

La Charte des droits fondamentaux comprend un préambule introductif et 54 articles répartis en 7 chapitres:

- *chapitre I: **dignité** (dignité humaine, droit à la vie, droit à l'intégrité de la personne, interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, interdiction de l'esclavage et du travail forcé);*
- *chapitre II: **liberté** (droits à la liberté et à la sûreté, respect de la vie privée et familiale, protection des données à caractère personnel, droit de se marier et droit de fonder une famille, liberté de pensée, de conscience et de religion, liberté d'expression et d'information, liberté de réunion et d'association, liberté des arts et des sciences, droit à l'éducation, liberté professionnelle et droit de travailler, liberté d'entreprise, droit de propriété, droit d'asile, protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition);*
- *chapitre III: **égalité** (égalité en droit, non-discrimination, diversité culturelle, religieuse et linguistique, égalité entre hommes et femmes, droits de l'enfant, droits des personnes âgées, intégration des personnes handicapées);*
- *chapitre IV: **solidarité** (droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise, droit de négociation et d'actions collectives, droit d'accès aux services de placement, protection en cas de licenciement injustifié, conditions de travail justes et équitables, interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail, vie familiale et vie professionnelle, sécurité sociale et aide sociale, protection de la santé, accès aux services d'intérêt économique général, protection de l'environnement, protection des consommateurs);*
- *chapitre V: **citoyenneté** (droits de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen et aux élections municipales, droit à une bonne administration, droit d'accès aux documents, médiateur*

européen, droit de pétition, liberté de circulation et de séjour, protection diplomatique et consulaire);

- chapitre VI: **justice** (droit à un recours effectif et à un tribunal impartial, présomption d'innocence et droits de la défense, principes de la légalité et de la proportionnalité des délits et des peines, droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction);
- chapitre VII: **dispositions générales**.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:083:0389:0403:FR:PDF>

2010

SCHULZE (Marianne)

Understanding the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities. A Handbook on the Human Rights of Persons with Disabilities, July 2010

The purpose of this manual is to explain the Convention on the Rights of Persons with Disabilities in the context of other core human rights treaties to strengthen its place in the mainstream of human rights discourse. As has frequently been emphasized: the Convention does not create any new rights. It does, however, highlight the accessibility and inclusion angle of all human rights.

http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/humanrights/unconventionhradisabilities.pdf

2010

QUINN (Gerard)

Personhood and legal capacity perspectives on the paradigm shift of article 12 CRPD. Concept paper. HPOD Conference Harvard Law School, 20 February, 2010. 22 p.

“...My task today is to introduce the field and frame the issues. In fact I will make an effort at re-framing the issues since I firmly believe the old vocabulary is distinctly unhelpful, often degrading and needlessly divisive. The old vocabulary of guardianship, substitute-decision making, keeps us going in circles. We need a way to break out of those circles to maximize the liberating potential of Article 12...”

http://www.nuigalway.ie/cdlp/staff/gerard_quinn.html . Gerard.quinn@nuigalway.iewww.nuigalway.ie/cdlp

2009

LUCA (Lionnel), ASSEMBLEE NATIONALE, PARIS, FRA

Rapport Assemblée nationale n° 1929 fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi n° 1777, autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées, 2009. 39 p.

La convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 13 décembre 2006, s'attaque aux discriminations fondées sur la santé. Elle réaffirme que toutes les personnes qui souffrent d'une quelconque infirmité doivent bénéficier de tous les droits et libertés fondamentaux et exige des Etats parties qu'ils prennent les mesures nécessaires pour qu'il en soit effectivement ainsi. Elle crée un comité chargé de veiller à ce que les Etats respectent leurs engagements. Le protocole facultatif, adopté le même jour, complète ce dispositif de contrôle en autorisant les individus à faire part au Comité des violations de leurs droits dont ils ont été victimes de la part d'un Etat partie. La France a signé ces deux instruments et doit maintenant les ratifier. Après avoir rappelé les conditions dans lesquelles ils ont été élaborés et souligné la proximité de leurs stipulations avec celles des autres instruments internationaux de défense des droits de l'Homme, ce rapport présente le contenu de la convention et de son protocole facultatif, avant d'aborder la question de leur mise en œuvre en France. <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rapports/r1929.asp>

2009

BLANC (Jacques), SENAT, PARIS, FRA

Rapport Sénat n° 163 du 16 décembre 2009 fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées, 2009. 17 p.

Ce rapport demande d'adopter le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées qui est appelée à atteindre une portée universelle. 143 Etats l'ont signée et

76 d'entre eux l'ont déjà ratifiée. Le protocole facultatif a pour sa part été signé par 87 Etats et ratifié par 48 d'entre eux. La convention encouragera de nombreux pays à mettre en place une législation et des mesures appropriées, ou à les renforcer. Bien que la France "se trouve déjà en grande partie en conformité avec la convention, il est important qu'elle la ratifie rapidement et qu'elle montre également, par ce geste, sa volonté d'améliorer encore une situation qui ne saurait être considérée comme pleinement satisfaisante". <http://www.senat.fr/rap/109-163/109-1631.pdf>

2009

LEGIFRANCE

Loi n° 2009-1791 du 31 décembre 2009 autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées. J.O n° 2 du 3 janvier 2010

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021575026>

2009

BOUJEKA (Augustin, Dir.)/TRAIN (François-Xavier, Pref.)/MIGUS (Arnold)/BOUAKKAZ (Hamou)/BAZEX (Michel)/BOIVIN (Jean-Marc)/GOELEN (Wallis)/KERSCHEN (Nicole)/RIVET (Emmanuel)/SODER (Marten)/NEVEN (Jean-François)/BOUSSAID (Leila)/KONARE (Ben)/LATTES (Jean-Michel)/VELCHE (Dominique)/LEGROUX (Jérémie)/RIHAL (Hervé)/JAULT-SESEKE (Fabienne)/BERGE (Jean-Sylvestre)

Les politiques de protection des personnes handicapées en Europe et dans le monde
Bruxelles : Editions Nemesis, 364 p., annexes, biblio.

La protection englobe ici l'ensemble des mécanismes destinés à assurer une vie digne à la personne en situation de handicap, à garantir à celle-ci la plénitude et l'effectivité des prérogatives reconnues à tout être humain... Cet ouvrage, issu d'un colloque organisé à Paris le 15 mars 2007, s'inscrit dans la démarche entreprise par l'Association Travail et Handicap dans la Recherche publique (ATHAREP) depuis 1986. Analysant les modèles proposés par l'ONU, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, le Maghreb et différents Etats, confrontant ces modèles les uns aux autres dans leurs dimensions théorique et pratique, les interventions rassemblées ici délivrent des informations qui remettent parfois en cause quelques idées reçues et proposent des solutions concrètes, utiles au chercheur, à la personne handicapée, au travailleur social. Si la première série de contributions de l'ouvrage s'attache à l'examen prospectif de la protection des personnes handicapées dans une approche globalisante, la seconde série se consacre particulièrement à la confrontation de l'emploi au handicap. <http://www.lqdj.fr/colloques-etudes-rapports/228980/politiques-protection-personnes-handicapees-europe-monde>

2008

LEONARD CHESHIRE DISABILITY AND UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities: a call for action on poverty, discrimination and lack of access

Report of a Joint Conference, Addis Ababa, Ethiopia, 20–22 May 2008. 204 p.

The report is divided into corresponding sections, each providing facts, proposals and opinions on how everyone who wants to bring about change – governments, international organizations, disabled people's groups and individuals – can best address them. <http://www.lcint.webbber.co.uk/?lid=5324>

2008

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, EU

Proposition de décision du Conseil sur la conclusion, par la Communauté européenne, de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, 2008. 37 p., 15 p.

La décision du Conseil du 27 mars 2007 (ST07404/07) autorisait la Communauté à signer la Convention relative aux droits des personnes handicapées et contenait une déclaration sur le protocole facultatif s'y rapportant (annexe II de ladite décision), selon laquelle le Conseil de l'Union européenne réexaminerait dès que possible la question de la signature, par la Communauté européenne, du protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. La Commission a signé la convention le 30 mars 2007. Vol. 1 :

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2008:0530%2801%29:FIN:FR:PDF

Vol. 2

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2008:0530%2802%29:FIN:FR:PDF

2007

WADDINGTON (Lisa)

A new era in human rights protection in the European Community: The Implications of the United Nations' Convention on the Rights of Persons with disabilities for the European Community. Maastricht Working Papers Faculty of Law, 2007. 25 p.

The United Nations Convention on the rights of Persons with Disabilities (CRPD) is ground breaking in many respects: it is The first human rights Convention of the new century; it is not merely a non-discrimination convention, but also provides for a wide range of classical and substantive rights; and, from a European perspective, it is the first human rights convention which the European Community (EC) negotiated and signed, and it will be the first such convention which the Community will ratify. Consequently, the CRPD will take on a completely new legal status within EC law, and will have to be respected in its totality, and not as a mere add on to be referred to in passing in Community instruments. The Community competence to negotiate, sign and ultimately ratify the Convention, alongside the Member States, resulted primarily from changes introduced by the Amsterdam Treaty. Under Article 13 EC the Community acquired powers to take action to combat disability discrimination. In addition EC competences exist in a number of other areas where a disability dimension exists, although no other specific mention of disability can be found in the main body of the EU or EC Treaties. As a consequence of this direct involvement with the Convention, the EC will, like other State Parties, be bound by its obligations. The goal of this paper is to give some first impressions as to what this implies for the EC and, specifically, what legal obligations ratification of the Convention will impose on the Community.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1026581##

2007

AKIYAMA (Aiko)

Convergence between the international convention on the rights of persons with disabilities and the Biwako Millennium framework for action

Asia pacific disability rehabilitation journal, 18, 1, 20-28, biblio. (7 ref.)

Présentation de la convention internationale des Nations Unies sur le droit des personnes handicapées et examen de ses liens, sa convergence et ses similitudes avec le "Biwako Millennium framework for action", la directive mise en place [en Asie] pour la décennie des personnes handicapées dans les régions d'Asie et du Pacifique. Cette directive, qui combat la non-discrimination et favorise l'intégration sociale et l'égalité des chances, est encore valable jusqu'en 2012. (Article en anglais)

2007

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS, DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES ET DE LEURS AMIS, UNAPEI

Actualité juridique

Juris handicaps, Les cahiers de l'UNAPEI, 2007, 155, 15-41, biblio.

Cette rubrique présente les propositions de l'UNAPEI sur l'harmonisation du régime des contrats de rente de survie et d'épargne handicap au regard des dispositifs de l'aide sociale, un dossier Europe sur la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, l'état d'avancement des aides d'Etats pour les travailleurs handicapés en Europe ainsi que des informations juridiques sur le droit des usagers. Le texte de la Convention internationale est proposé dans cette rubrique.

2006

ORGANISATION DES NATION UNIES, ONU

Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées, CRDPH, Nations Unies, New-York

Finalisée en août 2006, la Convention sur les droits des personnes handicapées a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 2006. Elle a pour objectif de promouvoir et de protéger l'ensemble des droits humains des personnes handicapées et de faire en sorte qu'elles en

jouissent de façon pleine et équitable. Elle couvre un certain nombre de domaines clés dont : - l'accessibilité ; - la liberté de mouvement ; - la santé ; - l'éducation ; - l'emploi ; - l'adaptation et la réadaptation ; - la participation à la vie politique ; - l'égalité et la non-discrimination. Elle marque un tournant dans la façon dont le handicap est pensé, non plus comme un problème de bien-être social mais comme une question de droits humains, en reconnaissant que les barrières sociétales et les préjugés sont eux-mêmes des facteurs handicapants. Les Etats Parties à la convention sont obligés d'introduire lors de l'adoption de nouveaux programmes ou de nouvelles politiques des mesures qui visent à promouvoir les droits des personnes handicapées et à lutter contre la discrimination. Le protocole, document additionnel à cette Convention, permet un recours individuel à un comité d'experts quand tous les autres recours nationaux sont épuisés. Le Protocole est ouvert à la signature des pays membres depuis mars 2007.

Pour accéder aux documents relatifs à la Convention :

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?navid=14&pid=150>

Texte de la Convention en français : <http://www.un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-f.pdf>

Recherche et développement

2012

MLADENOV (Teodor)

The UN Convention on the rights of persons with disabilities and its interpretation

ALTER-European Journal of Disability Research / Revue Européenne de Recherche sur le Handicap, 2012, décembre

Cet article examine la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) d'un point de vue phénoménologique. Il propose de compléter l'approche juridique de la CDPH, approche dominante, en s'intéressant à la dimension extra-juridique de la construction du sens de la Convention. L'argument central est que les collectifs de personnes handicapées devraient être reconnus et admis comme parties prenantes et contributeurs importants de la communauté de ceux qui se prononcent sur l'interprétation de la CDPH et lui donnent son sens. Après une brève description de la CDPH, la première partie de l'article met en évidence l'omniprésence de l'interprétation et les limites de sa réglementation juridique. La deuxième partie explore certains facteurs extra-juridiques qui ont un impact sur l'interprétation de la CDPH. Deux cas sont considérés : l'enracinement social du travail d'interprétation du Comité de la CDPH et la politique de l'interprétation inhérente à la traduction de la CDPH dans les différentes langues. Cette dernière est étayée par la comparaison des versions anglaise, française, russe et bulgare de plusieurs clauses de la CDPH. En conclusion, quelques implications méthodologiques et programmatiques sont tirées de l'analyse. On soutient, en particulier, que l'auto-organisation civique des personnes handicapées est indispensable pour garantir l'interprétation de la CDPH dans un sens émancipatoire et de changement social. (Article en anglais)

2012

GUERDAN (Viviane)

La Convention des Nations Unies : quels espoirs pour les personnes ayant une déficience intellectuelle ?

Revue suisse de pédagogie spécialisée, 2012, 2, 12-13, biblio. (14 ref.)

L'adoption de la première Convention internationale traitant spécifiquement des droits des personnes handicapées représente pour celles-ci un événement crucial. Le présent article interroge certains principes fondamentaux de la Convention en regard des attentes et espoirs des personnes ayant une déficience intellectuelle et se penche sur leurs implications pratiques.

2012

HESS-KLEIN (Caroline)

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées

La lettre trimestrielle, 2012, 56, 1-4, biblio. (17 ref)

En 2008 est entrée en vigueur une convention des Nations Unies entièrement consacrée aux droits des personnes handicapées, notamment de celles avec un handicap psychique. En Suisse également, cette convention contribuerait à renforcer les droits existants. Selon l'auteur elle n'a à ce jour pas encore été ratifiée.

2012

SANCHEZ (Jésus), chercheur en sciences sociales, formateur, consultant, CommunHal

L'impact sur les politiques publiques de l'évolution conceptuelle du handicap. Sept. 2012

L'évolution conceptuelle du handicap est très fortement marquée par l'attention croissante portée aux facteurs environnementaux. Elle a franchi une étape majeure avec l'adoption, en 2001, de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et la santé (CIF) par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Son impact sur les politiques publiques est devenu alors plus significatif. En France, après trente ans d'existence, la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées a fait place à loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dont la définition du handicap s'inspire de la CIF et qui affiche des ambitions nouvelles en matière d'accessibilité collective et de compensation individualisée...Un an plus tard, l'Organisation des Nations Unies (ONU) proposait un premier instrument juridique international contraignant pour les États : la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Cette convention, ratifiée par la France, le 18 février 2010, et par l'Union Européenne, le 23 décembre de la même année, impose le respect des droits de l'homme pour les personnes handicapées, en visant à assurer l'égalité d'accès dans tous les domaines de la vie. La suppression des obstacles y devient un droit, la politique inclusive une obligation. Le handicap n'est plus seulement désormais un problème de bien-être social, mais, avant tout et fondamentalement, une question de droits humains
<http://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/wiki/econnaissances/view/Questions-Cles/Limpactdelevolutionconceptuelleduhandicapsurlespolitiquespubliques#H1.1NaissancedelaRE9adaptationportuseduModE8leIndividuel>

2012

WERNER (Shirli)

Individuals with Intellectual Disabilities: a review of the literature on decision-making since the Convention on the Rights of People with Disabilities (CRPD)
Public Health Reviews. 2012, 34, 2, 27 p.

To achieve the basic human right of autonomy, individuals, including those with intellectual disabilities (ID), must be able to practice decision-making, that is, to make their own decisions and communicate these decisions to others. In support of autonomous decision-making, Article 12 of the United Nations Convention on the Rights of People with Disabilities (CRPD) stresses the right of individuals with disabilities to legal capacity on an equal basis with others.¹ Supported decision-making approaches may aid individuals with ID in achieving this right. The question remains whether the enactment of the CRPD indeed is translated into opportunities for autonomous and supported decision-making among individuals with ID. In order to examine this question, a systematic review of bibliographic databases since 2008, when the CRPD came into force, was conducted in order to map the current state of decision-making among individuals with ID, and to identify areas in need of improvement. Twenty-seven manuscripts were reviewed, most focusing on decision-making within the fields of residential settings, health care, and sexuality-related decisions. This review showed that difficulties in decision-making in the area of ID remain during the early years after the CRPD entered into effect. These difficulties are related to the individuals with ID themselves, to their caregivers, and to the service system. No working models on supported decision-making for this population were found. The discussion highlights the importance of developing decision-making skills among people with ID, allowing them opportunities for decision-making, training professionals in supported decision-making, and fostering the philosophy of person-centered planning.
http://www.publichealthreviews.eu/upload/pdf_files/12/00_Werner_S.pdf

2012

HARPURA (Paul)

Embracing the new disability rights paradigm: the importance of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities

Disability and Society, 2012, 27, 1, 1-14, biblio. (27 ref.)

In 2008 the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) commenced operation. The CRPD has created a dynamic new disability rights paradigm that empowers disability people's organizations and creates a new paradigm for disability scholars. This paper analyses the impact of the CRPD and provides practical guidance as to how this convention can be used to drive change. Prior to this convention, persons with disabilities were protected by a range of general human rights conventions. Despite receiving nominal protection under general human rights conventions, persons with disabilities have had many of their human rights denied to them. The CRPD goes further than merely re-stating rights. It creates a new rights discourse, empowers civil society and renders human rights more obtainable for person with disabilities than any time in history.

2011

World Health Organization, WHO/World Bank

World report on disability / Rapport mondial sur le handicap, 2011. 350 p.

The report focuses on measures to improve accessibility and equality of opportunity; promoting participation and inclusion; and increasing respect for the autonomy and dignity of persons with disabilities. Chapter 1 defines terms such as disability, discusses prevention and its ethical considerations, introduces the International Classification of Functioning, Disability and Health (ICF) and the Convention on the Right of People with Disabilities (CRPD), and discusses disability and human rights, and disability and development. http://whqlibdoc.who.int/publications/2011/9789240685215_eng.pdf

Easy read version (36 p.): http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/easyread.pdf

A summary is available in French (28 p.) : (Synthèse disponible en français)

http://whqlibdoc.who.int/hq/2011/WHO_NMH_VIP_11.02_fre.pdf

2011

RAVAUD (Jean-François), RIBES (Pascale, Interv.), JOEL (Marie-Éve), BARRAL (Catherine), LO (Seak-Hy), COHU (Sylvie), LEQUET-SLAMA (Diane)

Handicap : où en sommes-nous ?

Regards sur l'actualité, 2011, 372, 8-77, biblio., tabl., ill.

A l'occasion de la Conférence nationale sur le handicap en juin 2011, ce numéro présente un état des lieux des politiques publiques mises en oeuvre et des mesures restant à prendre. L'analyse comparative avec d'autres pays de l'Union européenne, ainsi qu'avec le Canada et les États-Unis permet d'ouvrir la réflexion sur ce sujet. Au sommaire de ce dossier :

Politique du handicap : état des lieux ; Évolution des concepts, des pratiques et des politiques du handicap ; Handicap : les voies de réforme possibles : entretien avec Pascale Ribes ; Quelle prise en charge pour les personnes handicapées ? ; La participation sociale des personnes handicapées de 20 à 59 ans. Les premiers enseignements de l'enquête Handicap-santé de 2008 ; La prise en charge des personnes handicapées ; Les politiques de prise en charge des adultes handicapés en Europe et en Amérique du Nord.

2011

LANG (Raymond), KETT (Maria), GROCE (Nora), TRANI (Jean-François)

Implementing the United Nations Convention on the rights of persons with disabilities: principles, implications, practice and limitations

Alter, European journal of disability research, Revue européenne de recherche sur le handicap, 2011, 5, 3, 206-220, biblio. (3 p.)

Le présent article examine les théories et les principes qui fondent la Convention sur les droits des personnes handicapées, montrant ainsi leur valeur et utilité potentielles dans l'extension des droits humains dont les personnes handicapées doivent pouvoir bénéficier. La mise en oeuvre de la Convention

constitue un challenge dans la mesure où des problèmes complexes de droit sont impliqués et en raison du nécessaire engagement de la société civile et des gouvernements que doivent susciter les organisations de personnes handicapées pour ce faire. Les auteurs considèrent qu'il est nécessaire de passer du principe politique à son application ce qui suppose que celle-ci soit correctement suivie et évaluée. Des interventions durables et effectives gagneront à s'appuyer dans leur conception, leur mise en oeuvre et leur évaluation sur le paradigme des droits humains au sens large ainsi que sur l'approche par les capacités. (Article en anglais)

2011

DEVI (Nandini), BICKENBACH (Jerome), STUCKI (Gerold)

Moving towards substituted or supported decision-making? Article 12 of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities

Alter, European journal of disability research, Revue européenne de revue européenne de recherche sur le handicap, 2011, 5, 4, 249-264, biblio. (28 ref.)

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRPD) est entrée en vigueur en mai 2008. En tant que premier traité ayant une force légale internationalement reconnue, elle concerne la protection des droits des personnes handicapées. Les États membres qui l'ont ratifiée ou bien ont promulgué de nouvelles lois ou bien ont changé les lois existantes afin de souscrire à leur engagement d'appliquer la CRPD. L'article 12 (reconnaissance des conditions d'égalité devant la loi) de la CRPD soutient la notion de capacité légale (reconnaissance du droit d'une personne à prendre des décisions). On a pu affirmer qu' il "met littéralement en question des siècles d'exercice législatif qui est maintenant directement contraire à l'article 12 et qui nécessite donc un réexamen par les États pour assurer que la législation soit conforme à la Convention". (McLay, 2008). Pour l'interprétation de l'article 12, la plupart des juridictions ont intégré dans leur législation la notion de décision substituée (e.g., tutelle ou curateur public) plutôt que celle de la décision accompagnée. Or, la meilleure interprétation de l'article 12 demande de suivre le modèle de la décision accompagnée. Cet article soutient ce point de vue : (a) en examinant les différentes définitions de la capacité légale, (b) en clarifiant la distinction entre la décision substituée et la décision accompagnée, (c) en examinant l'histoire de l'article 12 sur la décision substituée et la décision accompagnée, (d) en argumentant sur la base de l'histoire et des délibérations de la CRPD, et en concluant que l'article 12 requiert des Etats membres l'application de la prise de décision accompagnée. (Article est en anglais)

2011

SCHMITT (Marie-José)

Plan d'action du Conseil de l'Europe, Convention des Nations Unies : quel suivi possible ?

La nouvelle revue de l'adaptation et de la scolarisation, 2010, 52, 213-224, biblio.

En se basant sur l'expérience de l'association de l'AEH (Action européenne pour les handicapés) dont elle est vice-présidente, l'auteure analyse les changements survenus dans les différents Etats européens à la suite de la signature en 2006 de la convention concernant les droits des personnes handicapées. En premier lieu elle analyse le changement de paradigme impliquant un positionnement différent dans le traitement social du handicap. Elle tente ensuite de mesurer le poids de l'évolution du droit européen vers un droit basé sur l'interdiction de discriminer les personnes handicapées et elle en tire enfin les conséquences en matière de méthodologie de suivi des engagements des Etats dans ce domaine.

2010

FOUGEYROLLAS (Patrick), RAVAUD (Jean-François, Préf.)

La funambule, le fil et la toile : transformations réciproques du sens du handicap

Laval : Presses de l'Université, 315 p., biblio. (21 p.), ill., tabl.

Dans cet ouvrage, Patrick FOUGEYROLLAS, professeur titulaire en anthropologie à l'Université Laval et spécialisé dans l'étude du phénomène de construction sociale du handicap, fait une grande synthèse des principaux apports des travaux qu'il a réalisés depuis une trentaine d'années dans le champ du handicap. Son ouvrage montre la perspicacité déployée pour faire valoir la place des facteurs environnementaux dans la conceptualisation du handicap. Il décrit l'entrelacement entre la recherche sur les concepts et les

modèles et leur opérationnalisation sous forme de politique publique. De manière générale, il invite à le suivre dans son engagement pour un nouveau contrat social fondé sur la diversité des corps et esprits différents. Sa devise "mieux comprendre la différence pour changer le monde" est une perspective pour l'ensemble des acteurs sociaux. Cet ouvrage empreint de poésie, met en lumière, comme l'écrit Jean-François RAVAUD dans la préface, une métaphore, "celle de la précarité du funambule sur le fil de la vie, au-dessus de la toile de nos solidarités".

2010

BICKENBACH (Jerome E)

Monitoring the United Nation's Convention on the Rights of Persons with Disabilities: data and the International Classification of Functioning, Disability and Health. From What is disability? UN convention on the rights of persons with disability, eligibility criteria and the International Classification of Functioning Disability and Health. Rome, Italy. 19-20 April 2010.

BMC Public Health 2011, 11(Suppl 4):S8. Proceedings Open Access.

This paper approaches the general issue of the complex challenges in the relationship between those who generate data – researchers, scientists, and state statistical offices – and those who use data – researchers and policy-makers – in light of the more specific policy challenges created by the monitoring requirement of the United Nation's Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD: Article 33). International Conventions and Treaties standardly suffer from being persistently ineffectual primarily because of the absence of implementation mechanisms. The CRPD, by contrast, explicitly requires State Parties who have ratified it to institute data generation and monitoring mechanisms for its implementation. This paper argues that WHO's International Classification of Functioning, Disability and Health (ICF) can be brought into the service of the CRPD data generation and monitoring mandate, both in the shaping of relevant data streams and in the creation of relevant indicators, and concludes by reviewing the challenges that remain.

<http://www.biomedcentral.com/content/pdf/1471-2458-11-S4-S8.pdf>

2010

FERRI (Delia)

The conclusion of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities by the EC/EU: some reflections from a "constitutional" perspective, marzo 2010, 4, 19 p

The European Community (now European Union, or EU) acceded to UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities in November of 2009. The UN CRPD is the first human rights treaty that contemplates the possibility of regional integration organizations, and not only States, becoming parties. It is also the first human rights treaty to which the EC/EU has become a party. The conclusion of and accession to the UN CRPD by the EC/EU provides a significant opportunity to observe and reflect on the evolving relationship between international human rights law and EU law. This paper aims to assess the possible impact of the UN CRPD on the EU legal context and on the EU system of human rights protection. The Convention commits the EU to higher standards of non-discrimination with respect to persons with disability. Its remarkable content, and its underlying rationale could potentially have a positive influence on the overall conception of human rights within the EU. Before embarking on a discussion of the constitutional significance of the UN CRPD, a brief overview on the contents of the Convention is provided. The status and effects of the UN CRPD within the EU legal system are then examined. This paper argues that the UN CRPD, and its implementation, may well have a profound impact not only on EU (secondary) law but also on European constitutional standards of human rights.

http://www.lex.unict.it/cde/quadernieuropei/serie_speciale/4_2010.pdf

2010

QUINN (Gerard), INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS FUNDERS GROUP. SAN FRANCISCO

The United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities - what role for Philanthropy? 25 January 2010. 17 p

"...I want to use the time available to do three things: First, I want to tell you about my journey. I do so not because it is particularly special – but simply because it reveals how someone who had absolutely nothing

to do with disability and who led a 'normal' personal and professional life got involved. Secondly, I want to talk to you as a professional about some of the interesting innovations in the new UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) – innovations that ripple far beyond the disability field. Lastly, I want to talk about my sense of the future, where the multiplier effects can be found and how the disability innovations point the way for many of us despite our disparate interests."

http://www.nuigalway.ie/cdlp/staff/gerard_quinn.html . www.nuigalway.ie/cdlp

2009

LANG (Raymond)

The United Nations Convention on the right and dignities for persons with disability: a panacea for ending disability discrimination?

Alter, European journal of disability research, Revue européenne de recherche sur le handicap, 2009, 3, 3, 266-285, biblio. (3 p.), tabl.

Cet article explore l'histoire politique et intellectuelle de la politique du handicap au cours des 30 dernières années, dont le point culminant a été la négociation réussie de la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, entrée en vigueur en mai 2008. L'auteur analyse la raison d'être de cette Convention et décrit les questions qu'elle aborde. En s'appuyant sur les résultats de deux études menées au Zimbabwe et au Nigeria, il s'intéresse également aux défis liés à la mise en œuvre de la Convention. Cet article fait également référence aux débats actuels au sein du courant de pensée dominant des études sur le développement, en particulier à celui relatif à l'efficacité des approches fondées sur les droits humains, déterminante pour une mise en œuvre réussie de la Convention. L'auteur conclut que la Convention est un outil nécessaire mais non suffisant pour le respect des droits des personnes handicapées et ne doit pas être considérée comme la panacée pour mettre un terme à leur discrimination. Cette Convention peut et devrait rendre illégale une telle discrimination. Cependant, la mettre en œuvre et la faire respecter présentent des difficultés considérables. Malgré son exemplarité reconnue, des problèmes endémiques de fond, liés aux politiques publiques, devront être traités pour que l'idéal qu'elle promeut devienne une réalité objective. (Article en anglais)

2009

QUINN (Gerard), CENTRE FOR DISABILITY LAW AND POLICY, NATIONAL UNIVERSITY OF IRELAND, GALWAY, IRELAND.

Bringing the UN Convention on rights for persons with disabilities to life in Ireland

British Journal of Learning Disabilities, 2009, 37, pp. 245-249

This article provides an account of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities. It describes why the Convention is important in asserting and safeguarding the rights of persons with disabilities and outlines its core values. It explores the nature of rights in the Convention with an account of the Convention as a blueprint for reference and research. The importance of ratification of the Convention is emphasized.

2009

GRIFFO (Giampiero), LEONARDI (Matilde), MARTINUZZI (Andrea), FRANCESCUTTI (Carlo), RAGGI (Alberto), KOSIC (Vladimir), VITTORIO BARBIERI (Pietro)

Moving towards ICF use for monitoring the UN Convention on the rights of persons with disabilities: The Italian experience.

Disability and Rehabilitation, 2009, 31, s1 : pages S74-S77
<http://informahealthcare.com/toc/dre/31/s1>

2009

BICKENBACH (Jerome E.)

Disability, culture and the U.N. Convention

Disability and Rehabilitation, 2009, 31(14):1111-24.

Is the universality of human rights, such as those set out in the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities, incompatible with therapeutic strategies of respecting cultural differences? I show that universalism is essential to the notion of human rights, as well as the rarely explained, political slogan of 'the rights approach to disability'. Similarly, culture responsiveness is commonly defended by therapists. I argue that the conflict between universalism of rights and cultural sensitivity exist only if these positions are expressed in extreme form: rights absolutism and cultural relativity. If more sensibly spelled out--in the form of progressive realization of rights and situational sensitivity of difference--there is no conflict at all. Indeed, these more reasonable positions are mutually supportive. I conclude that, given resource and other constraints, the realization of human rights will always be a matter of political negotiation, and that a social commitment to equality demands that we ensure that only transparent, fully-informed and fully-participatory procedures, respectful of difference [are employed]. These principles should guide us when we have to make hard choices in the implementation of human rights.

<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/19479537>

2009

KANTER (Arlene S.)

The United Nations Convention on the rights of persons with disabilities and its implications for the rights of elderly people under international law

Georgia State University Law Review, 2009, 25, 3, p. 527

This Article will discuss why the new Convention on the Rights of Persons with Disabilities marks an important step towards equality, dignity and access to society for elderly people, with and without disabilities. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2109819

2008

FOUGEYROLLAS (Patrick), RIPPH

For the Adoption of a Coherent Conceptual Framework and Monitoring Mechanisms for the Implementation of the UN Convention on Rights of Persons with Disabilities

Développement humain, handicap et changement social, 2008, 16, 2, pp.17-23.

This paper explains the reasons why there is a need for a coherent and clearly defined disability conceptual framework on which to articulate monitoring mechanisms aiming for the implementation of the CRDP.

<http://www.ripph.qc.ca/userfiles/FOUGEYROLLAS-2008-02-Adoption.pdf>

2007

VILLE (Isabelle, Ed.), RAVAUD (Jean-François, Ed.), STIKER (Henri-Jacques), WINANCE (Myriam), CALVEZ (Marcel), GIAMI (Alain), KORPES (Jean-Louis)/LAVIGNE (Chantal), BARRAL (Catherine), EBERSOLD (Serge), MOYSE (Danielle)/DIEDERICH (Nicole)

Special Issue: French Disability Studies

Scandinavian journal of disability research, 2007, 9, 3-4, biblio.

Au sommaire de ce numéro spécial : French Disability Studies: differences and similarities ; The contribution of human sciences to the field of disability in France over recent decades ; Disability policies in France: changes and tensions between the category-based, universalist and personalized approaches ; The Mentally handicapped and the neighbourhood: a cultural analysis of handicap as a representation ; Representations, metaphors and meanings of the term "Handicap" in France ; Disabled persons' associations in France ; Affiliating participation for active citizenship ; Prenatal screening for anomalies: between clinical finality and selective finality.

2007

MINKOWITZ (Tina)

The United Nations Convention of the rights of persons with disabilities and the right to be free from nonconsensual psychiatric interventions.

Syracuse Journal of International Law and Commerce, 2007, 34, 2, 24 p.

This article examines the serious nature and consequences of forced psychiatric interventions as a violent assault affecting every aspect of a person's life: the body, the mind, the personality, the social relationships, and the spiritual values. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1481512

2007

MELISH (Tara J.)

The UN Disability Convention: Historic Process, Strong Prospects, and Why the U.S. Should Ratify. Human Rights Brief, 2007, 14, 2

This Article draws attention to the two overarching paradigm shifts ushered into international human rights law by the Disability Convention. First, the Convention represents an historic break from a state-centric model of treaty negotiation, in which instruments are negotiated behind closed doors, away from the very people they are intended to benefit. It moves instead toward a participatory approach that takes the views and lived experience of the affected as the principal point of departure. The second relates to the way disability is conceived and problematized.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=997141

2009

LEONARDI (Matilde), BICKENBACH (Jerome), USTUN (Tevfik Bedirhan), KOSTANJSEK (Nenad), CHATTERJI (Somnath), MHADIE Consortium

Comment: The definition of disability: what is in a name?

The Lancet, 2006, 368, 9543, pp 1219-1221

[...]To be able to stand up to scrutiny, a definition of disability should be: applicable to all people, without segregation into groups such as "the visually impaired" or "wheelchair users" or those with a chronic illness, and be able to describe the experience of disability across many areas of functioning. The definition should allow comparison of severity across different types of disability, be flexible enough for different applications (eg, statistical or clinical use), be able to describe all types of disability, and recognize the effects of the environment on a person's disability. Finally, the definition should not include stipulations about the causes of any disability. Only when disability is accurately defined can the many issues in health and social policy be tackled and appropriate studies designed to assess which interventions have the best health and health-related outcomes to improve the life and wellbeing of all people living with disability [...]

2004

DHIR (Aaron A.)

Human Rights Treaty Drafting through the Lens of Mental Disability: the Proposed International Convention on Protection and Promotion of the Rights and Dignity of Persons with Disabilities, 2004. 33 p.

In this article, the author explore first, whether the Convention is an effective way to limit abuses of the rights of persons with mental disabilities. Then he discusses the failure of international human rights law to effectively address these abuses to date. In a third section, he considers the debate surrounding the need for a disability-specific Convention, then argue that in order for the proposed Convention to be effective, and not simply a hollow mechanism, it must reject the traditional medical model of disability. Instead, the Convention should reflect a rights-based paradigm premised on a reformulation of "disability" as a social construct. The author concludes by discussing some of the principal issues facing the drafters relating to mental disability, including equality and nondiscrimination, the right to physical and psychological integrity and monitoring. As a member of an NGO Delegation to the Working Group Meeting, he also argues that NGO submissions pertaining to mental disability failed in helping to shape the normative content of broad statements of rights that are likely to be included in the final text of the proposed Convention. In an attempt to fill this gap, he makes particular recommendations that he thinks, will assist the proposed Convention to realize its full potential.

http://scholarship.law.cornell.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1009&context=lps_clacp

Coopération internationale

2011

MAJOR (Peter)

Implementation of Convention of Rights of Persons with Disability: role of the UN and other international organizations, 2011, 24 p.

In this presentation initially developed for the Dynamic Coalition on Disability and Development of the Internet Governance Forum, Peter Major, Special Adviser, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva, reviews the institutional bodies, initiatives and programs currently involved in supporting the implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities among United Nations affiliates and related international organizations. A clear, concise and useful roadmap for all involved in international cooperation in matters of disability rights.

http://g3ict.org/resource_center/publications_and_reports/p/productCategory_whitepapers/subCat_8

2011

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

Disability and the Millennium Development Goals: a review of the MDG process and strategies for inclusion of disability issues in Millennium Development Goal efforts, 2011. 74 p.

Ce rapport rend compte des raisons de l'introduction des questions liées au handicap dans l'étude des programmes d'actions du MDG en se fondant sur les articles suivants : article 32, qui souligne la nécessité de rendre le développement des programmes internationaux plus inclusifs et plus accessibles aux personnes handicapées afin de tendre vers un « développement inclusif », article 28, qui souligne la nécessité d'inclure la thématique du handicap dans les programmes de réduction de la pauvreté et l'article 11 qui lui, stipule la prise en compte de la situation des personnes handicapées dans les zones à risque et en période d'urgence humanitaire. (Article en anglais)

http://www.un.org/disabilities/documents/review_of_disability_and_the_mdgs.pdf

2011

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

Resolution adopted by the General Assembly on the report of the Third Committee (A/65/448) - Sixty-fifth session - 65/186 : Realizing the Millennium Development Goals for persons with disabilities towards 2015 and beyond

http://www.cbm.org/article/downloads/62485/65_186_Realizing_MDGs.pdf

2011

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

Fourth session of the Conference of States Parties 7 to 9 September 2011, UN Headquarters New York

The Convention on the Rights of Persons with Disabilities was adopted by the General Assembly by its resolution 61/106 of 13 December 2006. It came into force on 3 May 2008 upon the 20th ratification. Article 40 of the Convention stipulates that "The States Parties shall meet regularly in a Conference of States Parties in order to consider any matter with regard to the implementation of the present Convention." Since 2008, three sessions of the Conference of States Parties have been held at United Nations Headquarters, New York. The theme of the fourth session is "Enabling Development, Realizing the Convention on the Rights of Persons with Disabilities". The following are the sub-themes of the Conference: "Realizing the Convention through International Cooperation", "Political and Civil Participation" and "Work and Employment".

Conference Room Papers (CRP):

- [Compilation of good practices for Including persons with disabilities in all aspects of development efforts](#) (CRPD/CSP/2011/CRP.1)
- [Background Paper for Roundtable One on International Cooperation](#) (CRPD/CSP/2011/CRP.2)
- [Background Paper for Roundtable Two on Participation in Political and Civil Life](#) (CRPD/CSP/2011/CRP.3)
- [Background Paper for the Informal Session on Work and Employment](#) (CRPD/CSP/2011/CRP.4)

- [Compilation of Legislative Measures Undertaken in the Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: 2011 Update](http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1571) (CRPD/CSP/2011/CRP.5)
<http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1571>

2010

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

International Day of Persons with Disabilities - 3 December 2010

"Keeping the promise: Mainstreaming disability in the Millennium Development Goals towards 2015 and beyond"

Through the [World Programme of Action concerning Disabled Persons \(1982\)](#) and the [Standard Rules on Equalization of Opportunities for Persons with Disabilities \(1993\)](#), the United Nations promotes the rights and well-being of persons with disabilities. The Organization's commitment to the full and effective participation of all human rights by persons with disabilities is deeply rooted in the quest for social justice and equity in all aspects of societal development.

These commitments provide an international policy framework, which has been further strengthened by the newly adopted [Convention on the Rights of Persons with Disabilities](#), adopted in 2006. The Convention provides an impetus and unique platform for advancement of the international disability rights agenda in development from which to engage the wider global development community. Work within this community is framed by the [Millennium Development Goals \(MDGs\)](#) and other internationally agreed development goals.

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1540>

2008

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

General Assembly, Economic and social council

Realizing the Millennium Development Goals for persons with disabilities through the implementation of the World Programme of Action concerning Disabled Persons and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities [A/RES/63/150]

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1463>

2006

LANG (Raymond)

Human rights and disability. New and dynamic perspective with the United Nations convention on disability

Asia pacific disability rehabilitation journal, 2006, 17, 1, 3-11, biblio.

Cet article fait un historique de la convention internationale sur les droits des personnes handicapées en examinant le contexte dans lequel sa préparation s'est déroulée. Il insiste sur le rôle joué par les ONG de personnes handicapées, et notamment sur celui des pays en développement dont la participation au processus de réalisation de la convention était primordiale. (Article en anglais)

Sensibilisation

2009

QUIGLEY (Nolan, Ed.), KAMARA (Saidu Mohamed), GANGADHAR (Yellamma), PAYBEYEE (Daintowon D.), CHANDRALAL (Ranjana)

The United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities: From the Perspective of Young People.

Archives, 2009, 29, 1

This article presents the views of four young disabled people from Sierra Leone, India, Liberia and Sri Lanka regarding what the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities means to them and the experiences that they had in promoting the Convention. All of the four contributors are involved in

Leonard Cheshire Disability's Young Voices project. This project was initiated by Leonard Cheshire Disability during the negotiation of the UN Convention, which enabled disabled people from developing countries to make a direct contribution to the negotiation process, including attending the Ad Hoc Committee meeting in New York. <http://dsq-sds.org/article/view/171>

2009

UNICEF, VICTOR PINEDA FOUNDATION

Une question de capacité : guide de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, 2009. 88 p

Ce guide pédagogique vient en complément du manuel « Une question de capacités - Explication de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ». Publié par l'UNICEF et la Fondation Victor PINEDA afin de donner aux enfants et adolescents de 12 à 18 ans des outils pour s'exprimer sur la convention et devenir des défenseurs de l'inclusion au sein de leur communauté, le guide pédagogique propose des plans de leçons et des activités qui peuvent être utilisées par de jeunes leaders, des pairs éducateurs, des enseignants et autres animateurs communautaires.

http://www.unicef.org/french/publications/files/Its_About_Ability_Learning_Guide_FR.pdf

2009

Lansdown

See Me, Hear Me: Guide to Using Un: Convention on the Rights of Persons with Disabilities to Promote the Rights of Children. Save the Children UK. 178 p.

"The UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities" represents the culmination of years of advocacy by the disability community in their struggle for recognition of their rights. "See Me, Hear Me" is the first book to look at how this Convention can be used to support disabled children, alongside the UN Convention on the Rights of the Child. This guide's analysis of the inter-relationship of the two Conventions, together with practical guidance on advocacy strategies and illustrations of good practice, make it an invaluable tool for child and disability rights advocates. It is also an essential resource for governments in interpreting and implementing the two Conventions. "See Me, Hear Me" includes: a detailed table giving an overview of the relationship between individual articles of the two Conventions; close analysis of the rights of children with disabilities - as set out in the two Conventions - in key areas like education, family life, health, and protection; tips for advocacy work in each of these areas of children's rights; a historical overview of disability rights and the development of the Convention on the Rights of Persons with Disability; and, the full text of the "UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities". <http://books.google.fr/books?id=BtICzJB3OJUC>

2008

PINEDA (Victor Santiago), FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE, UNICEF, NEW-YORK, USA, VICTOR PINEDA FOUNDATION, NEWPORT BEACH, USA, UNICEF, ORGANISATION DES NATIONS UNIES, ONU, 21 p.

Une question de capacités : explication de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Cette brochure est destinée aux enfants et a été rédigée avec leur participation. Elle explique la Convention sur les droits des personnes handicapées aux enfants, pourquoi elle a été créée et en quoi elle peut aider les personnes handicapées à exercer leurs droits. Son but principal est de donner le pouvoir aux enfants, handicapés ou non, de jouer un rôle dans le combat de la discrimination et la promotion des principes de la Convention.

2007

ORGANISATION DES NATIONS UNIES- ONU, HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME- HCDC, UNION INTERPARLEMENTAIRE- UIP

De l'exclusion à l'égalité : réalisation des droits des personnes handicapées. Guide à l'usage des parlementaires : la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif, 14, 2007, 165 p.

Au sommaire : Chapitre 1 : Faire respecter les droits des personnes handicapées: un impératif ; Chapitre 2 : Les dispositions de la Convention ; Chapitre 3 : Suivi de l'application de la Convention et du Protocole facultatif ; Chapitre 4 : Comment devenir partie à la Convention et au Protocole facultatif ; Chapitre 5 : La législation nationale et la Convention Chapitre 6 : Mise en pratique des dispositions de la Convention Chapitre 7 ; Création d'institutions nationales chargées de l'application et du suivi de la Convention.

<http://www.ipu.org/PDF/publications/disabilities-f.pdf>

2007

UN OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

Disabilities: from exclusion to equality, realizing the rights of persons with disabilities, 14, 150 p. biblio. (9 ref.)

Les 650 millions de personnes qui souffrent d'un handicap dans le monde sont généralement marginalisées et victimes de discriminations. Devant ce constat, l'ONU en collaboration avec la société civile, les gouvernements, les organismes nationaux et internationaux des droits de l'homme a élaboré une Convention internationale sur les droits des personnes handicapées couvrant tous les domaines dans lesquels elles souffrent de discriminations, notamment l'accès à la justice, à la participation à la vie politique et sociale, à l'éducation, à l'emploi, à l'autonomie... Adoptés en décembre 2006, la Convention et son Protocole sont ouverts à signature depuis mars 2007. Cet ouvrage est un guide dont l'objectif est de sensibiliser les parlementaires sur la Convention. Il a pour but de les assister dans la mise en place des mécanismes et des cadres favorisant son application et fournit des exemples et des éclairages. Il représente l'outil incontournable des parlementaires dans la promotion et la protection des droits des personnes handicapées dans le monde. La Convention et son Protocole sont intégralement présentés en annexe. (Texte original en anglais)

<http://www.unhcr.org/refworld/topic,459d17822,459d17c42,49fab8192,0,...html>

Femmes et jeunes filles handicapées

2012

CONSEIL DE L'EUROPE

Recommandation CM/Rec(2012)6 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion des droits des femmes et des filles handicapées, 2012. 9 p.

Le Comité des Ministres, vu entre autres les Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés (1993) et la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif (2006), qui reconnaissent à l'ensemble des femmes le droit universel à l'égalité devant la loi et à la protection contre la discrimination adopte la Recommandation CM/Rec(2012)6 le 13 juin 2012, lors de la 1145e réunion des Délégués des Ministres. L'annexe de cette Recommandation a pour objectif de proposer des principes et des mesures visant à renforcer la participation pleine et active des femmes et des filles handicapées à la société dans les Etats membres du Conseil de l'Europe.

http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/equality/03themes/gender-equality/Rec_CM_2012_6_fr.pdf

2012

MORENO BONILLA (Juan Manuel, Ed.)/PELÁEZ NARVÁEZ (Ana)/VILLARINO VILLARINO (Pilar)/ÁLVAREZ RAMÍREZ (Gloria, Coord.)/GONZÁLEZ ALONSO (Maribel, Coord.)/HERNÁNDEZ-GALÁN (Jésus, Coord.)/PALACIOS (Agustina, Coord.)/SAN SEGUNDO MANUEL (Teresa, Coord.)/ÁLVAREZ ILZARBE (Fefa, Coord.)/CABALLERO (Isabel, Coord.)/NUÑO GÓMEZ (Laura, Coord.)/TORRES MARTÍNEZ (Pepa, Coord.)/MARTÍNEZ RÍOS (Beatriz, Coord.)

Guide to gender mainstreaming in public disability policies. 2012, Madrid : Ediciones Cinca.

391 p., biblio., tabl., ill., Coll. Cermies

Cet ouvrage aide à mieux comprendre la situation des femmes handicapées qui souffrent d'inégalité et de discrimination dans tous les domaines de la vie quotidienne. Il cherche à sensibiliser et à attirer l'attention des autorités politiques et celle des organisations non gouvernementales sur la prise en considération de

la situation des femmes dans les efforts et perspectives d'élaboration de réglementations et de politiques sociales. Il explore les moyens d'inclusion et fait des recommandations dans cette direction. Les principaux fils conducteurs des recommandations sont basés d'une part sur les deux textes contraignants des Nations Unies : la Convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes handicapées (CEDAW) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDP) et d'autre part, sur le 2^e Manifeste relatif aux droits des femmes et des filles handicapées dans l'Union Européenne, outil au service des activistes et des autorités politiques.

<http://www.euroblind.org/media/women/Guide-to-Gender-Mainstreaming-in-Public-Disability-Policies.pdf>

2012

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

Fifth session of the Conference of States Parties to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, 12-14 September 2012

“Making the CRPD count for Women and Children”. “Technology and Accessibility”, “Children with Disabilities” and “Women with Disabilities”

The Convention on the Rights of Persons with Disabilities was adopted by the General Assembly by its resolution 61/106 of 13 December 2006. It came into force on 3 May 2008 upon the 20th ratification. Article 40 of the Convention stipulates that “The States Parties shall meet regularly in a Conference of States Parties in order to consider any matter with regard to the implementation of the present Convention.” Since 2008, four sessions of the Conference of States Parties have been held at United Nations Headquarters, New York. The theme of the fifth session is “Making the CRPD count for Women and Children”. The following are the sub-themes of the Conference: “Technology and Accessibility”, “Children with Disabilities” and “Women with Disabilities”.

Conference room papers

- Election of the Members of the Committee on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD/CSP/2012/CRP.1)
- Compilation of legislative measures taken to protect and promote the rights and development of women with disabilities and children with disabilities (CRPD/CSP/2012/CRP.2)
- Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Technology and Accessibility: Background Paper (CRPD/CSP/2012/CRP.3)
- Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Women with Disabilities: Background Paper (CRPD/CSP/2012/CRP.4)
- Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Children with disabilities: Background Paper (CRPD/CSP/2012/CRP.5)

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?navid=46&pid=1595>

2011

CAMPOS PINTO (Paula)

At the crossroads: human rights and the politics of disability and gender in Portugal

Alter, European journal of disability research, Revue européenne de recherche sur le handicap
5, 2, 116-128, biblio. (2 p.)

Cet article offre un regard sur la politique du handicap au Portugal et avance une analyse des instruments législatifs et politiques, centrée sur les questions relatives aux droits sexuels et reproductifs des femmes handicapées. L'analyse démontre que les réformes en cours ont été incapables de renverser les trajectoires historiques qui avaient effacé les questions liées au genre de l'agenda politique du handicap dès son origine. Aussi, les questions portant sur les droits sexuels et reproductifs des femmes handicapées restent-elles invisibles. Le Portugal ayant maintenant signé et ratifié la Convention sur les Droits des personnes handicapées, on peut attendre de la mise en oeuvre de la Convention qu'elle conduise à un changement positif dans cet important domaine des droits.

Enfants handicapés

2012

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

Fifth session of the Conference of States Parties to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, 12-14 September 2012

“Making the CRPD count for women and children”. “Technology and accessibility”, “Children with Disabilities” and “Women with Disabilities”.

The Convention on the Rights of Persons with Disabilities was adopted by the General Assembly by its resolution 61/106 of 13 December 2006. It came into force on 3 May 2008 upon the 20th ratification. Article 40 of the Convention stipulates that “The States Parties shall meet regularly in a Conference of States Parties in order to consider any matter with regard to the implementation of the present Convention.” Since 2008, four sessions of the Conference of States Parties have been held at United Nations Headquarters, New York. The theme of the fifth session is “Making the CRPD count for Women and Children”. The following are the sub-themes of the Conference: “Technology and Accessibility”, “Children with Disabilities” and “Women with Disabilities”.

Conference room papers

- *Election of the Members of the Committee on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD/CSP/2012/CRP.1)*
- *Compilation of legislative measures taken to protect and promote the rights and development of women with disabilities and children with disabilities (CRPD/CSP/2012/CRP.2)*
- *Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Technology and Accessibility: Background Paper (CRPD/CSP/2012/CRP.3)*
- *Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Women with Disabilities: Background Paper (CRPD/CSP/2012/CRP.4)*
- *Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Children with disabilities: Background Paper (CRPD/CSP/2012/CRP.5)*

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?navid=46&pid=1595>

2011

NORDSTROM (Irene)

Inclusion and participation in peer relations

Scandinavian journal of disability research, 2011, 13, 1, 71-87, biblio. (53 ref.)

Cette étude analyse la participation aux activités extra scolaires et périscolaires dans la relation entre enfants déficients intellectuels et enfants non déficients pour évaluer leur niveau d'inclusion scolaire et leur participation sociale comme le stipulent la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et celle relative aux droits des personnes handicapées. (Article en anglais)

2010

CONSEIL DE L'EUROPE, COMITE DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2010)2 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la désinstitutionnalisation des enfants handicapés et leur vie au sein de la collectivité

(Adoptée par le Comité des Ministres le 3 février 2010, lors de la 1076e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres se fonde d'une part sur la Recommandation du Plan d'action du Conseil de l'Europe Rec(2006)6 et d'autre part sur la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006), qui stipule que les enfants handicapés soient traités à égalité avec les autres enfants, notamment lorsqu'ils sont confrontés à des désavantages supplémentaires, y compris le droit de s'exprimer sur les questions qui les concernent pour recommander aux gouvernements des Etats membres de prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres adaptées à cette situation et respectueuses des principes énoncés en annexe de la présente recommandation, afin de remplacer l'offre institutionnelle par des services de proximité dans un délai raisonnable et grâce à une démarche globale.

<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Rec%282010%292&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogged=F5D383>

2010

MONA (Paré)

Un droit de participation ? Étude critique du cadre législatif de l'éducation des enfants handicapés en Ontario

International Journal of Canadian Studies, Revue internationale d'études canadiennes, 2010, 42, 47-67

Les enfants handicapés sont l'un des groupes les plus marginalisés dans la société. Pourtant, le droit international prévoit leur participation dans les processus de prise de décision depuis l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Vue la ratification de cette convention par le Canada en 2010, il serait crucial de déterminer la signification de la participation comme « droit » et d'évaluer la pratique actuelle par rapport aux normes internationales. C'est à travers une analyse textuelle portant sur l'éducation des enfants handicapés en Ontario que cette étude tentera d'identifier les principaux défis soulevés par l'application du principe de participation. <http://id.erudit.org/iderudit/1002171ar>

2009

Lansdown

See Me, Hear Me: Guide to Using UN: Convention on the Rights of Persons with Disabilities to Promote the rights of children. Save the children UK. 178 p.

"The UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities" represents the culmination of years of advocacy by the disability community in their struggle for recognition of their rights. "See Me, Hear Me" is the first book to look at how this Convention can be used to support disabled children, alongside the UN Convention on the Rights of the Child. This guide's analysis of the inter-relationship of the two Conventions, together with practical guidance on advocacy strategies and illustrations of good practice, make it an invaluable tool for child and disability rights advocates. It is also an essential resource for governments in interpreting and implementing the two Conventions. "See Me, Hear Me" includes: a detailed table giving an overview of the relationship between individual articles of the two Conventions; close analysis of the rights of children with disabilities - as set out in the two Conventions - in key areas like education, family life, health, and protection; tips for advocacy work in each of these areas of children's rights; a historical overview of disability rights and the development of the Convention on the Rights of Persons with Disability; and, the full text of the "UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities". (ouvrage en ligne)

<http://books.google.fr/books?id=BtlCzJB3OJUC&printsec=frontcover&hl=fr#v=onepage&q&f=false>

2008

PINEDA (Victor Santiago), FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE, UNICEF, NEW-YORK, USA, VICTOR PINEDA FOUNDATION, NEWPORT BEACH, USA, UNICEF, ORGANISATION DES NATIONS UNIES, ONU, 21 p., ill.

Une question de capacités : explication de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Cette brochure est destinée aux enfants et a été rédigée avec leur participation. Elle explique la Convention sur les droits des personnes handicapées aux enfants, pourquoi elle a été créée et en quoi elle peut aider les personnes handicapées à exercer leurs droits. Son but principal est de donner le pouvoir aux enfants, handicapés ou non, de jouer un rôle dans le combat de la discrimination et la promotion des principes de la Convention.

<http://resourcecentre.savethechildren.se/content/library/documents/une-question-de-capacit%C3%A9s-explication-de-la-convention-relative-aux-droit-0>

Mise en œuvre et suivi (mécanismes, outils, évaluation, guide, données statistiques, dispositifs)

2012

Colloque : Application de la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, 6 et 7 décembre 2012

Quels concepts et indicateurs pour une politique inclusive ? Le 13 décembre 2006, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Ratifiée par l'Union européenne et la France en 2010 cette convention est susceptible d'engendrer de réels bouleversements dans l'accompagnement des personnes handicapées puisque les états signataires s'engagent à prendre en compte la protection et la promotion des droits des personnes handicapées dans toutes leurs politiques, et pas seulement dans le cadre de l'action sociale et médico-sociale. Mais les états disposent-ils des moyens conceptuels et pratiques pour un tel bouleversement ?

L'importance de cette question a conduit la MSSH, l'IFRH et le GIFFOCH à organiser avec le soutien de la CNSA et de l'IRESP un colloque destiné à étudier les liens entre l'évolution du concept de handicap et cette Convention. 3 axes structureront les échanges :

- 1. Où en est-on de l'évolution des classifications du handicap (CIF, PPH) ?*
- 2. En quoi ces classifications permettent-elles de saisir les avancées de la CDPH et de mesurer son application ?*
- 3. Comment les acteurs composent-ils des indicateurs et outils de suivi de la Convention et en quoi les classifications peuvent les aider ?*

Pour accéder au programme et lire l'argumentaire : <http://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2012/10/prog-application-convention-droits-pers-handicaps-1220121.pdf>

2012

AYRAULT (Jean-Marc), TEXTES GENERAUX

Circulaire du 4 septembre 2012 relative à la prise en compte du handicap dans les projets de loi

Le Président de la République a pris l'engagement de faire du handicap une préoccupation générale de l'action du Gouvernement. Cette exigence réaffirme le caractère interministériel de la politique du handicap et rejoint l'objectif de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la vie de la cité. Cet engagement doit se traduire par la prise en compte du handicap dans l'ensemble des politiques publiques que vous êtes amenés à conduire. Alors que s'ouvre une nouvelle législature, le premier ministre demande d'y apporter toute l'attention nécessaire à l'occasion de la préparation des projets de loi, en concertation avec la ministre en charge des personnes handicapées, qui assure une fonction d'impulsion, d'appui et de coordination dans la mise en œuvre de l'action en faveur des personnes en situation de handicap. Des dispositions spécifiques aux personnes en situation de handicap ont en principe vocation à figurer dans chaque projet de loi. Elles devront s'inscrire en cohérence avec la stratégie d'ensemble concernant ces personnes. Celle-ci a pour socle la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées des Nations unies ratifiée par la France le 18 février 2010 et la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Les grands axes définis par ces textes seront complétés par les orientations que le Gouvernement définira prochainement, sur proposition de la ministre en charge des personnes handicapées. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026344613>

2012

MANNAN (Hasheem), MACLACHLAN (Malcolm), MCVEIGH (Joanne)

Core concepts of human rights and inclusion of vulnerable groups in the United Nations Convention on the rights of persons with disabilities

Alter, European journal of disability research, Revue européenne de recherche sur le handicap, 2012, 6, 3, 159-177 : tabl., biblio. (3 p.)

La Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) a été adoptée lors de l'assemblée générale des Nations Unies en 2006 et entrée en vigueur le 3 mai 2008. Cette Convention est le premier instrument international contraignant pour protéger les droits des personnes handicapées. Elle énonce les obligations des États vis-à-vis de la promotion et de la protection des droits des personnes handicapées partout dans le monde. Cet article rend compte de l'utilisation d'un cadre d'analyse des politiques publiques relatives au handicap-EquiFrame-pour évaluer la Convention au regard de 21 concepts principaux des droits de l'homme et de l'inclusion de 12 groupes vulnérables. Même si certains concepts principaux des droits de l'homme et certains groupes vulnérables manquent au contenu de la Convention, ou ne sont mentionnés que partiellement, la qualité globale de la CDPH, évaluée selon les paramètres

des indicateurs synthétiques d'EquiFrame, la place en tête des meilleurs instruments de protection des personnes handicapées, analysés avec la méthodologie d'EquiFrame. Des propositions sont faites afin de corriger certains défauts. (Article en anglais)

2012

ENABLE NEWSLETTER, November 2012

The United Nations Enable Newsletter is prepared by the Secretariat for the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (DSPD/DESA) with input from UN offices, agencies, funds and programmes, as well as from civil society organizations, including organizations of persons with disabilities.

In this issue: Status of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD); Highlights from the UN system; Upcoming events; Other news

www.un.org/disabilities

2012

ENABLE DAILY BULLETIN

Fifth session of the Conference of States Parties to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, 12-14 September 2012

The Convention on the Rights of Persons with Disabilities was adopted by the General Assembly by its resolution 61/106 of 13 December 2006. It came into force on 3 May 2008 upon the 20th ratification. Article 40 of the Convention stipulates that "The States Parties shall meet regularly in a Conference of States Parties in order to consider any matter with regard to the implementation of the present Convention." Since 2008, four sessions of the Conference of States Parties have been held at United Nations Headquarters, New York.

The theme of the fifth session is "Making the CRPD count for Women and Children". The following are the sub-themes of the Conference: "Technology and Accessibility", "Children with Disabilities" and "Women with Disabilities". <http://www.un.org/disabilities/default.asp?navid=46&pid=1595>

2012

FEMBEK (Michael), BUTCHER (Tom), HEINDORF (Ingrid), WALLNER-MIKL (Caroline)

International study on the implementation of the UN Convention on the rights of persons with disabilities. Zero Project report, 2012. 194 p.

En 2011, la Fondation ESSL a lancé « Project Zero », un projet visant à remédier au manque d'expertise en planification et exécution des politiques et stratégies en matière de handicap. Project Zero imagine un monde sans barrières. Le projet surveille la mise en œuvre nationale de la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées dans le monde, créant des plateformes de partage et développant des modèles qui améliorent nettement la vie quotidienne et les droits juridiques des personnes handicapées. Les principaux domaines couverts par le projet sont les indicateurs sociaux, les bonnes pratiques et les bonnes politiques

<http://www.zeroproject.org/wp-content/uploads/2011/11/Zero-Project-Report-2012.pdf>

2012

HOUSE OF LORDS, HOUSE OF COMMONS, JOINT COMMITTEE ON HUMAN RIGHTS.

Implementation of the right of disabled people to independent living. Twenty-third report of session 2010 - 12. 2012 Report, 84 p.

The United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (UNCRPD, the Convention) is the newest treaty in the human rights framework, and was ratified by the UK in 2009. This Report examines the UK's implementation of the right to independent living for disabled people, as enshrined in Article 19 of the UNCRPD.

<http://www.publications.parliament.uk/pa/jt201012/jtselect/jtrights/257/257.pdf>

2012

WORLD HEALTH ORGANIZATION, WHO

WHO Quality rights tool kit, 2012. 338 p.

L'OMS vient de mettre en place un outil « QualityRights tool kit » pour évaluer et améliorer la qualité de vie et les droits en santé mentale dans les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux. Elaboré selon les principes de la Convention des Nations Unies sur les Droits de Personnes Handicapées, cet outil va permettre de fournir des informations sur les droits de l'homme, les normes de qualité à respecter ; la préparation et la conduite d'évaluation des établissements, les conclusions de rapports et des recommandations issues de l'évaluation. Cet outil, conçu pour le suivi de l'application et la promotion des droits des personnes handicapées, peut être aussi bien utilisé dans les pays à bas revenus que dans les pays à moyens et hauts revenus. Il comporte 4 parties : Interview Tool ; Review of documents & Observation Tool ; Facility-based Assessment Report ; Country-wide Assessment Report.
(Article en anglais) http://www.who.int/mental_health/publications/QualityRights_toolkit/en/index.html

2012

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

High-level meeting of the General Assembly on disability and development, 23 September 2013

The way forward: a disability inclusive development agenda towards 2015 and beyond

With the adoption of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities in 2006, some progress has been made in improving the situation of persons with disabilities. However, in spite of such gains, disability remains largely invisible in most mainstream development processes, including the MDGs. Greater efforts are needed to ensure that development processes include persons with disabilities to help realize the overall objective of the full and equal participation of persons with disabilities in society. In 2010, the General Assembly in its resolution 65/186, proposed the convening of a high-level meeting on disability and requested further information from the Secretary-General in this regard. The Secretary-General submitted his report (A/66/128) on strengthening efforts to ensure accessibility for and inclusion of persons with disabilities in all aspects of development efforts and explored options for priorities and possible outcomes for the proposed high-level meeting. Subsequently in 2011, the Assembly adopted resolution 66/124 and decided to convene a one-day high-level meeting of the General Assembly on disability (HLMD) at the level of Heads of State and Government on 23 September 2013

Official documents:

Resolution (A/RES/66/124): [High-level Meeting of the General Assembly on the Realization of the Millennium Development Goals and Other Internationally Agreed Development Goals for Persons with Disabilities.](#)

Report of the Secretary-General (A/66/128): [Realization of the Millennium Development Goals and other internationally agreed development goals for persons with disabilities](#)

Resolution (A/RES/65/186): [Realizing the Millennium Development Goals for persons with disabilities towards 2015 and beyond](#)
<http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1590>

2012

SECRETARIAT FOR THE CONVENTION ON THE RIGHTS OF PERSONS WITH DISABILITIES, SCRDP

PowerPoint of presentation: Convention on the Rights of Persons with Disabilities and its Optional Protocol.

[Enable newsletter](#), May 2012

Trente-deux diapositives rendent compte de la thématique de la CRDP autour des axes suivants : Convention timeline ; What is the Convention? ; Paradigm shift ; Definition of disability General principles, articles and rights in the Convention ; International cooperation ; Accessibility of organizations and their activities ; Monitoring ; Implementation within the United Nations ; Special Rapporteur ; Conclusion.
(Texte original en anglais) <http://www.un.org/disabilities>

2012

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU, SECRETARIAT FOR THE CONVENTION ON THE RIGHTS OF PERSONS WITH DISABILITIES, SCRDP

Enable newsletter, May 2012

Au sommaire de ce numéro :

Status of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) ; Fifth session of the Conference of States Parties to the CRPD ; Highlights from the UN system ; Upcoming events ; Other news. <http://www.un.org/disabilities>

Pour consulter tous les anciens numéros et s'abonner gratuitement à la newsletter

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?PID=312>

2012

CHAN (Jeffrey), FRENCH (Phillip), HUDSON (Colin), WEBBER (Lynne)

Applying the CRPD to Safeguard the Rights of People with a Disability in Contact with the Criminal Justice System

Psychiatry psychology and law, 2012, 19, 4, 558-565

People with disability and those who have complex needs are often at risk of offending. Until recently, there has been a paucity of research on how the rights of people with disabilities are safeguarded when they who come into contact with the criminal justice system, in terms of assessment, intervention and monitoring. Clinical practitioners need to be aware that they have a responsibility to safeguard the rights of people with disabilities. The ratification of the United Nations' Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) and an associated Optional Protocol provide a way to examine these rights with the view of implementing them in day-to-day clinical practice and service delivery. In this article we use the CRPD framework to apply a human rights perspective to people with disabilities in the criminal justice system and illustrate its potential application on a case study of a person who was incarcerated.

2011

INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES, IGAS, PARIS

La prise en charge du handicap psychique, 2011. 99 p.

La reconnaissance du handicap psychique a trouvé une consécration législative avec la loi du 11 février 2005, et une reconnaissance internationale avec la convention internationale de l'ONU pour la protection et la promotion des droits et la dignité des personnes handicapées de 2006. Elles ont apporté une réponse à un certain nombre des attentes du monde associatif qui souhaitait depuis longtemps que les conséquences de certains troubles psychiques puissent être reconnues comme étant à l'origine d'une situation de handicap, selon les définitions de la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF). Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du programme de travail de l'Inspection générale des affaires sociales, et a pour objet de décrire et évaluer les modalités qui président à la mise en oeuvre des différents dispositifs depuis l'adoption de la loi.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/114000570/0000.pdf>

2011

PREVOS (Albert)

L'Europe respectera la Convention des Nations Unies

La revue de l'Apajh, 2011, 108, 14-15

L'activité européenne dans le domaine du handicap a été importante en 2010. Deux initiatives de statut différent témoignent de cet intérêt et méritent d'être distinguées : un document de politique générale élaboré par la Commission européenne et les conclusions d'un forum réuni à Bruxelles en octobre dernier sur les services sociaux d'intérêt général. Elles engagent l'avenir dans deux domaines qui intéressent de près les associations : le cadre des interventions européennes dans lequel les activités vont s'inscrire dans les dix années à venir et le devenir du mandat de service public dans le contexte européen des marchés publics et des aides d'Etat.

2011

HORLIN (Marie)

Convention de l'ONU : qu'en est-il en Belgique ?

La voix des parents, 2011, 63, 2-3

Les Nations Unies ont adopté une Convention sur les droits des personnes handicapées. C'est un texte qui dit que les personnes handicapées ont les mêmes droits que tout le monde. Cet article dit comment la Belgique va faire pour que ce texte soit appliqué chez elle.

2011

EUROPEAN COMMISSION, EC

First disability high level group report on implementation of the UN Convention on the rights of persons with disabilities, 2011, 49 p.

The information enclosed in this report is prepared on the basis of replies to the questionnaire received from all Member States and various non-governmental stakeholders. The first three chapters summarize the information received on the state of play of the process of ratification and implementation of the UN Convention, including explanation of various procedures, mechanisms that have been set up, pointing out responsible authorities and giving an overview of various actions undertaken on different levels. The fourth chapter is also based on all replies received and presents common challenges and provides ideas for solutions that might be considered at various stages of the implementation of the UN Convention.

http://unipd-centrodirittiumani.it/public/docs/hlg_report_en.pdf

2011

CONSEIL FRANÇAIS DES PERSONNES HANDICAPÉES POUR LES QUESTIONS EUROPÉENNES, CFHE

Fourth disability high level group report on the implementation of the UN Convention on the rights of persons with disabilities, May 2011. 148 p.

This report gives an overview of progress made in ratifying and implementing the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities in the EU and its Member States. It is prepared on the basis of replies to questionnaires and updates received from 27 Member States and various non-governmental stakeholders. The Report can be particularly useful in helping to identify good practices. The Report takes account of actions occurring from 2010 until the first quarter of 2011. (Article en anglais)

<http://www.cfhe.org/upload/accueil/juin%202011/Pt%204%20FINAL%20REPORT%20MAY%202011-1.pdf>

2011

CONSEIL NATIONAL CONSULTATIF DES PERSONNES HANDICAPÉES, CNCPH

Création par le CNCPH d'une Commission sur le suivi de la Convention des Nations Unies, présidée par le CFHE, 2011

<http://www.cfhe.org/index/article/361/creation-par-le-cncph-d-une-commission-sur-le-suivi-de-la-convention-des-nations-unies-presidee-par-le-cfhe.html>

2011

DE BECO (Gauthier)

Article 33(2) of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Another role for National Human Rights Institutions?

Netherlands Quarterly of Human Rights, 2011, 29, 1, 84-106

This article concerns Article 33(2) of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD or Convention) which provides that States should designate or establish one or more independent mechanisms to promote, protect and monitor the implementation of the Convention taking into account the Paris Principles. It analyses the content of Article 33(2) with a view to determining if national human rights institutions (NHRIs) should be designated independent mechanisms. The article adopts a two-pronged approach by explaining the functions of NHRIs and by evaluating their suitability to play the role of independent mechanisms. After explaining the importance of national monitoring, the article discusses the

Paris Principles and the role of NHRIs and examines whether these institutions should exercise the functions of independent mechanisms. It also deals with cooperation between these mechanisms and the other actors mentioned in Article 33. Finally, the article analyses the consequences for NHRIs of the reference to the Paris Principles in Article 33(2) of CRPD. <http://www.corteidh.or.cr/tablas/r25910.pdf>

2011

WASHINGTON GROUP, U.S.A.

Report of the Washington Group (WG) on Disability Statistics: executive summary of the 10th annual meeting, 2011. 14 p.

The main purpose of the Washington Group on Disability Statistics is the promotion and coordination of international cooperation in the area of health statistics by focusing on disability measures suitable for censuses and national surveys which will provide basic necessary information on disability throughout the world. More specifically, the Washington Group aims to guide the development of a small set or sets of general disability measures, suitable for use in censuses, sample based national surveys, or other statistical formats, for the primary purpose of informing policy on equalization of opportunities. The second priority of the Washington Group is to recommend one or more extended sets of survey items to measure disability, or principles for their design, to be used as components of population surveys or as supplements to specialty surveys. These extended sets of survey items are intended to be related to the general measure(s). The World Health Organization (WHO) International Classification of Functioning, Disability and Health (ICF) has been accepted as the basic framework for the development of the sets. http://www.cdc.gov/nchs/data/washington_group/meeting10/WG10_Executive%20Summary_.pdf

2011

PREMIER RAPPORT PERIODIQUE DE LA BELGIQUE

Mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, juillet 2011. 65 p.

Depuis 1993, la Belgique est un Etat fédéral avec des communautés et des régions. Chaque niveau de pouvoir dispose de compétences dans certaines matières. La politique à l'égard des personnes handicapées relève de différentes instances.

http://www.awiph.be/pdf/AWIPH/handicap_Belgique/conventionONU/Rapport-BE_convention-ONU.pdf

2010

COMMISSION EUROPEENNE, CE

Communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions : stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées : un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves. 2010, 13 p. ; biblio. COM(2010) 636 final

L'objectif général de la stratégie 2010-2020 est de mettre les personnes handicapées en mesure d'exercer l'ensemble de leurs droits et de tirer pleinement parti de leur participation à la société et à l'économie européenne. Cette stratégie s'appuie sur des actions au niveau européen destinées à compléter celles entreprises à l'échelon national, elle définit également les mécanismes essentiels à l'application de la Convention des Nations Unies dans l'Union européenne, y compris au sein des institutions européennes, et détermine le soutien indispensable au financement, à la recherche, à la sensibilisation et au recueil de statistiques et de données. Elle met l'accent sur la suppression des entraves auxquelles se heurtent les personnes handicapées. La Commission a répertorié huit principaux domaines d'action : l'accessibilité, la participation, l'égalité, l'emploi, l'éducation et la formation, la protection sociale, la santé, l'action extérieure. Un cadre de suivi sera mis en place afin de promouvoir, de préserver et de suivre l'application de la Convention des Nations Unies. Celle-ci proposera un cadre de fonctionnement visant à faciliter son application en Europe sans entraîner de contraintes administratives. D'ici la fin de l'année 2013, la Commission rendra compte des progrès accomplis dans le cadre de cette stratégie.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0636:FIN:FR:PDF>

Pour consulter la synthèse de Commission Européenne

http://europa.eu/legislation_summaries/employment_and_social_policy/disability_and_old_age/em0047_fr.htm

2010

EUROPEAN COMMISSION

European Disability Strategy 2010-2020: A Renewed Commitment to a Barrier-Free Europe. COM(2010) 636 final, SEC(2010) 1324 final

Commission staff working document accompanying the communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SEC:2010:1323:FIN:EN:PDF>

2010

THEYTAZ-BERGMAN (Laura), TRÖMEL (Stefan), WALKER (Ellen, Ed.), INTERNATIONAL DISABILITY ALLIANCE, IDA

Guidance document: effective use of international human rights monitoring mechanisms to protect the rights of persons with disabilities, 2010. 83 p.

L'objectif de l'IDA est de faire respecter la CDPH comme norme universelle pour les droits de l'Homme de toutes les personnes handicapées. En Janvier 2010, IDA a organisé une réunion de deux jours à Genève, en Suisse, intitulée «Renforcement des capacités des ONG de personnes handicapées pour un usage efficace des mécanismes de surveillance des droits de l'Homme des Nations Unies». L'objectif du séminaire était d'identifier les principaux défis liés au suivi de la CDPH et de réfléchir sur la façon dont les OPH peuvent influencer sur le travail du Comité de la CDPH et d'autres organes de traités relatifs aux droits de l'Homme, et d'étudier la façon d'utiliser l'Examen Périodique Universel de manière stratégique. Ce document d'orientation est le résultat principal de ce séminaire. Il fournit des détails sur le processus de rapport de la CDPH, sensibilise sur la nécessité d'établir des coalitions nationales d'OPH, et propose une aide à l'établissement de rapports efficaces par les OPH, en vue de les soumettre au Comité des droits des personnes handicapées (Comité CDPH), afin de faire progresser ces droits.

Le rapport en français :

[De l'usage effectif des Mécanismes Internationaux de contrôle et de suivi des Droits de l'Homme pour la protection des Droits des personnes handicapées](#)

Le rapport en anglais

<http://www.internationaldisabilityalliance.org/sites/disalliance.e-presentaciones.net/files/public/files/CRPD-reporting-guidance-document-English-FINAL-print%5B1%5D.pdf>

2010

UNITED NATIONS HUMAN RIGHTS, OFFICE FOR THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

Monitoring the Convention on the Rights of Persons with Disabilities. Guidance for human rights monitors. Professional training series, 2010, 17. 68 p.

The purpose of this publication is to assist United Nations human rights officers and other human rights monitors, including from governments, national human rights institutions and non-governmental organizations to engage in monitoring the rights of persons with disabilities, in line with the Convention. This publication provides an explanation of the paradigm shift that the Convention enshrines and of the scope, standards and principles recognized by it.

http://www.ohchr.org/Documents/Publications/Disabilities_training_17EN.pdf

2010

MADDEN (Ros) et al.

Eligibility, the ICF and the UN Convention: Australian perspectives. From Proceedings of What is disability? UN convention on the rights of persons with disability, eligibility criteria and the International Classification of Functioning Disability and Health.

Rome, Italy. 19-20, April 2010

BMC Public Health, 2011, 11(Suppl 4):S6

In Australia, there is a need for a more integrated approach to disability policy and information, reflecting all three components of the Italian project: legislation and a high level philosophical framework and policy guide; a technical framework that can underpin specific policies and programs aiming to achieve the major goals; and a language and set of tools, relating to both the above, that provide infrastructure for assessment methods and information systems. The International Classification of Functioning, Disability and Health (ICF) is the ideal tool to support the latter two components, consistent with the UN Convention.
<http://www.biomedcentral.com/content/pdf/1471-2458-11-S4-S6.pdf>

2010

COMMISSION EUROPÉENNE

Communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions : Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves

L'Union européenne et ses États membres disposent d'un large mandat pour améliorer la situation sociale et économique des personnes handicapées :

- *L'article 1er de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (la Charte) dispose ce qui suit: «La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée». L'article 21 interdit toute discrimination fondée sur un handicap.*

- *Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) exige de l'Union qu'elle combatte toute discrimination fondée sur un handicap dans la définition et la mise en oeuvre de ses politiques et actions (article 10) et lui confère le pouvoir de légiférer en vue de lutter contre toute discrimination (article 19).*

- *La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (la Convention des Nations Unies), premier instrument juridiquement contraignant dans le domaine des droits de l'homme auquel sont parties l'Union européenne et ses États membres, s'appliquera bientôt dans toute l'Union.*

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0636:FIN:FR:PDF>

2009

COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME - CNCDH, PARIS, FRA

Avis sur les mécanismes nationaux prévus par la Convention relative aux droits des personnes handicapées, 2009. 11 p.

Dans son avis, la CNCDH : - appelle l'attention du gouvernement et du Parlement sur la nécessité de ratifier rapidement la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif ; - recommande l'adoption d'un plan national d'action sur le handicap ; - invite le gouvernement à lancer une large consultation auprès des institutions et de la société civile sur la mise en oeuvre de l'article 33 (questions liées à l'application de la convention) ; - recommande au gouvernement de procéder, à l'issue de la consultation, à une désignation formelle dans un texte réglementaire des mécanismes prévus par l'article 33 de la Convention, précisant leur champ et moyens d'action, les ressources humaines et matérielles consacrées à l'exercice de leur mission et leurs modes de relation ; - recommande que des délégués ministériels, services ou chargés de missions spécialisés dans le handicap soient nommés dans l'ensemble des ministères et des collectivités territoriales, services déconcentrés, y compris l'outre-mer, comme points de contact de l'application de la Convention, et qu'ils soient dotés des moyens humains et financiers suffisants à l'exercice de leur mission ; - recommande que le Comité interministériel du handicap soit désigné comme dispositif de coordination des points de contact ; - recommande d'associer le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) aux travaux de l'instance de coordination, par le biais d'une relation structurée et d'une consultation systématique et en amont sur tous les textes visant à assurer l'application de la Convention ; - recommande d'activer un véritable réseau des Comités départementaux consultatifs aux personnes handicapées et d'établir des liens entre ce réseau, le CNCPH et le dispositif de coordination. Concernant le dispositif de promotion, protection et suivi de la Convention, la CNCDH préconise le renforcement des mécanismes existants, comme la CNCDH et la HALDE, notamment par le biais d'une réévaluation de leurs moyens humains et financiers, au regard de leur mission confiée, de la nécessité d'une articulation efficace entre elles pour un dispositif clair et cohérent, et d'une participation effective de la société civile à leurs activités de promotion, protection et suivi de la Convention.

2009

TENBROEK (Jacobus), QUINN (Gerard)

International Impact of the United Nations Convention the Rights of Persons with Disabilities.

A New Engine of Reform

Disability Law Symposium. Baltimore, Maryland, USA, April 17, 2009. 16 p.

“...I want to talk about why such a convention was deemed necessary. As usual there is a formalistic answer that doesn't really reveal the true essence of the convention. I will give a different answer. I will suggest that the real added-value of the convention lies in its ability to trigger a new kind of disability politics worldwide. This is admittedly a very non-legalistic answer to a legal question. But I believe it holds the key to the future of disability law reform throughout the world. For without a new dynamic of change – one that can sustain itself – we will not see real change happening.”

<http://www.nuigalway.ie/cdlp/documents/publications/NFB%20paper%20final.pdf>

2009

PRIESTLEY (Mark), LAWSON (Anna), ACADEMY NETWORK OF EUROPEAN DISABILITY EXPERTS, ANED, UNIVERSITÉ DE LEEDS, GBR, HUMAN EUROPEAN CONSULTANCY, UTRECHT, NLD

Indicators of disability equality in Europe (IDEE): a preliminary list of indicator proposals for discussion, 2009. 25 p., biblio.

Dans la perspective de la stratégie européenne du handicap prévue pour la période 2010-2020 d'une part et dans un contexte de mise en œuvre de la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées par les pays signataires d'autre part, l'ANED a développé des indicateurs qualitatifs et quantitatifs relatifs à l'égalité en matière de handicap destinés à être utilisés dans les futurs projets et études nationaux et internationaux. Les indicateurs, sélectionnés à partir des données existantes ont été testés par une étude de faisabilité puis discutés au sein de groupes de travail avant d'être validés lors de la réunion annuelle de l'ANED. Trois types d'indicateurs ont été identifiés et déclinés conformément aux 33 premiers articles de la Convention : les indicateurs juridiques et politiques servant à promouvoir et à protéger les droits des personnes handicapées ; les indicateurs liés à l'accessibilité rendant compte des progrès réalisés pour rendre l'environnement accessible ; les indicateurs de participation et d'égalité pour évaluer le bénéfice de l'implication sociale des personnes handicapées.

2009

GRAMMENOS (S.), CENTRE FOR EUROPEAN SOCIAL AND ECONOMIC POLICY -CESEP, BRUXELLES, BEL

Indicators of disability equality in Europe (IDEE): feasibility study: an evaluative report on the feasibility of using existing data sources, 2009. 84 p., biblio., annexes, tabl.

Ce rapport est le résultat du travail d'un groupe d'experts mis en place par l'ANED pour étudier la faisabilité des indicateurs européens relatifs à l'égalité en matière de handicap, développés et proposés dans une précédente étude. Les indicateurs proviennent des sources statistiques existantes (rapports, enquêtes, registres, études européennes ...) et s'appuient sur les exigences de la Convention des Nations Unies pour les domaines suivants : handicap et démographie ; vie familiale et privée ; choix et contrôle ; accès aux biens et aux services ; éducation et apprentissage tout au long de la vie ; travail et emploi ; revenu et pauvreté. Les auteurs présentent leurs méthodes de travail, discutent des critères retenus dans la construction des indicateurs pour chacun des éléments issus de la Convention. La CIF est ici utilisée comme élément de cadrage pour la réalisation de l'étude et pour favoriser les comparaisons entre les pays de l'Union européenne. La liste des études et rapports nationaux et internationaux utilisée dans la réalisation des indicateurs statistiques complète ce rapport.

2008

YOUSIF (Hassan M.), UNECA, SHAW (Diana), LEONARD CHESHIRE DISABILITY UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities: a call for action on poverty, discrimination and lack of access. Report of a Joint Conference organized by Leonard Cheshire Disability and United Nations

Economic Commission for Africa. Conference held at the UN Conference Center Addis Ababa, Ethiopia
20–22 May 2008

Teamwork and cooperation between UNECA and Leonard Cheshire Disability demonstrate the need to initiate and consolidate partnerships to successfully implement the Convention. Indeed, the momentum and inclusiveness that marked the formulation of the Convention must equally be matched with intensive implementation activities at all levels. From the start to the end, the word “action” echoed most frequently throughout the conference; They looked for good practice and identified strategies for both concerted action and effective implementation of the UNCRPD. “A paradigm shift,” “a new language of disability,” “the world’s newest human rights tool.” These are a few of the messages about the genesis and impact of the UNCRPD that emerged from the conference.

http://www.lcdsouthasia.org/callforaction/LCD_UNECA_Conference_Report_Final.pdf

2008

DISABILITY RIGHTS PROMOTION INTERNATIONAL (D.R.P.I.)

Monitoring the Human Rights of People with Disabilities.

Country report : Bolivia, 2008. 4 p.

Disability Rights Promotion International (D.R.P.I.) is an international project aimed at establishing a system for monitoring disability rights across the globe, according to human rights norms and principles and particularly those set out in the recently adopted United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities. The project develops tools, methods and capacity among persons with disabilities and their organizations to monitor disability rights.

<http://www.yorku.ca/drpi/files/DRPIBoliviaSum.pdf>

2008

GUEHENNO (Jean-Marie), KANG(Kyung-wha), OKOTH-OBBO (George), MINE ACTION, HUMAN RIGHTS, UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES

Convention on the Rights of Persons with Disabilities. Advocacy Toolkit, 2008, 36 p., annexes

This advocacy toolkit provides you and other field practitioners with a user-friendly overview of the CRPD and with a set of questions and answers that will enable you to introduce the main elements to your counterparts. Further, the toolkit explains how States can become Party to the CRPD and provides a model tool for addressing Government ministers. Media are a key ally in all advocacy efforts; the toolkit includes useful guidelines for your interactions with journalists. Finally, the toolkit provides a list of organizations engaged with the rights of persons with disabilities and a useful list of resources.

<http://www.mineaction.org/downloads/1/CPRDtoolkitEng2.pdf>

2007

HANDICAP INTERNATIONAL

kit pédagogique sur la convention

Handicap International a réalisé un « kit pédagogique sur la convention » avec un ensemble de supports, de textes internationaux et de ressources documentaires permettant d'organiser des formations à propos de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

<http://www.handicap-international.fr/kit-pedagogique/indexfr.html>

2007

FRENCH (Phillip), DISABILITY STUDIES AND RESEARCH INSTITUTE FOR QUEENSLAND ADVOCACY INCORPORATED

Human rights indicators for people with disability. A resource for disability activists and policy maker. Incorporating an introduction and commentary to the United Nations Convention on the rights of persons with disabilities, 2007. 270 p.

This publication is an outcome of a multi-stage project that has involved the development and testing of human rights indicators for persons with disability. The overall aim of this project is to make visible the

relationship between the lived experience of Queenslanders with disability and the international human rights standards accepted by the Australian government. To date, three stages of the project have been conducted, and further stages of work are under development and will be pursued as opportunities and resources become available. Stage 1 of the project involved the development of an initial set of human rights indicators for persons with disability which were based on the elements of the 6 major human rights instruments that the Australian government had ratified up to July 2005 Stage 2 of the project involved the development of an Easy-English, pictorial version of the human rights indicators developed in Stage 1 of the project Stage 3 of the project involved qualitative research to ascertain the degree to which persons with disability and their associates perceive that their human rights are recognized, promoted, protected and fulfilled in the Queensland environment. www.sprc.unsw.edu.au/.../HumanRights_Indicator

2007

UNITED NATIONS, NEW-YORK, ONU

Report of the Secretary-General on the Implementation of the World Programme of Action concerning Disabled Persons: the Millennium Development Goals and synergies with other United Nations disability instruments [A/62/157]

The present report has been prepared in response to General Assembly resolution 60/131 requesting the Secretary-General to submit a report on the global implementation of the World Programme of Action concerning Disabled Persons, with respect to overall efforts being made to achieve the Millennium Development Goals, also including possible options to improve the complementarity and synergy in the implementation of the World Programme of Action and other United Nations disability mechanisms and instruments, taking into account the strengths and main elements of the World Programme of Action as well as its important role in providing policy guidelines for States. The report focuses on activities that have occurred since the previous progress report, submitted to the sixtieth session of the Assembly, and is based on the activities and suggestions of 16 Governments and of seven agencies, programmes and funds and four regional commissions of the United Nations.

<http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=711>

2007

CONSEIL DE L'EUROPE, COE, ORGANISATION DES NATIONS UNIS, ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, UNION EUROPEENNE, ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE, ORGANISATION DES ETATS D'AMERIQUE, LIGUE DES ETATS ARABES

Droits de l'homme en droit international, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2007. 737 p. 3^e éd., annexes biblio. (11 réf.)

Cet ouvrage rassemble en un seul volume une sélection des principaux textes internationaux (déclarations, chartes, conventions et protocoles) élaborés depuis 1930 par les grandes organisations internationales oeuvrant dans le domaine du droit des personnes, tant à l'échelon mondial (l'ONU) que régional tel que le Conseil de l'Europe, qui a créé un système sans égal reposant sur une convention juridiquement contraignante dont le respect est assuré par une cour permanente. Cette sélection de textes de base constitue un outil de travail précieux pour les juristes, législateurs, diplomates, enseignants et étudiants en droit, ainsi que tous les acteurs de la protection des Droits de l'homme.